

The image features a white background with a large, bold red diagonal shape that cuts across the upper left and middle sections. In the upper right, there is a black, rounded, curved shape. At the bottom, a thick black curved line sweeps across the width of the page. The text is centered in the white space between the red shape and the bottom curve.

**DANS
LES
RUINES
DU
PRÉSENT**

Document de travail n°1 du Tricontinental,
mars 2018.

Tous les deux ou trois mois, Tricontinental publiera un document de travail. Ces documents visent à stimuler le débat sur les questions importantes. Nous vous invitons à les utiliser comme bon vous semble: les reproduire, les traduire et discuter de l'approche des questions qu'ils soulèvent. Nous espérons que les lecteurs les trouveront utiles. Nous sommes toujours ouverts à la critique ou à des conseils, non seulement sur le contenu mais aussi sur la forme du document lui-même.

Si vous avez des commentaires au sujet de ces documents, ou aimeriez en soumettre d'autres, s'il vous plaît écrivez à :

vijay@thetricontinental.org
contact@thetricontinental.org.

Dans les ruines du présent

Vijay Prashad.



*Ağaca balta vurmuşlar ‘sapı bendendir’ demiş.
Quand la hache est arrivée dans la forêt, les arbres dirent :
son manche est l'un des nôtres.*

(proverbe turc).

Raoul Peck, le cinéaste haïtien, ouvre son film – *Der Junge Karl Marx* (2017) – dans les forêts de Prusse. Les paysans ramassent du bois. Ils ont l'air d'avoir froid et d'être affamés. Nous entendons des chevaux au loin. Les gardes et les aristocrates sont proches. Ils sont venus revendiquer l'indépendance de l'État. à tout ce qui se trouve dans la forêt. Les paysans courent. Mais ils n'ont pas d'énergie. Ils tombent. Les fouets et les lances des aristocrates et les gardes les frappent. Quelques-uns des paysans meurent. On ne leur permet même pas de récolter du bois mort.

Le jeune Karl Marx, installé à Cologne en 1842, est consterné par la violence contre les paysans allemands. Les paysans, écrivait-il, connaissent le châtime. Ils sont battus, voire tués. Mais ce qu'ils ne savent pas, c'est leur crime. Pour quel crime sont-ils en train d'être punis ?

Peck est malin d'ouvrir son film avec ce dilemme, car c'est la question que chaque personne sensible devrait se poser aujourd'hui. Quel est le crime pour lequel les pauvres du monde sont punis ? Pauvreté et

guerre produisent des réfugiés de la faim et des bombardements, mais on leur refuse la mobilité, on leur refuse toute sortie de leur situation difficile. Ils connaissent les punitions qu'ils subissent: l'indignité, la starvation et la mort. Ils le savent mieux que quiconque. Ce qu'ils ignorent, en revanche, c'est leur crime. Qu'ont-ils fait pour mériter ça ?

L'écrivain dominicain-américain Junot Diaz s'est rendu à Haïti après le tremblement de terre dévastateur de 2010. Dans un essai mémorable intitulé 'Apocalypse', Junot Diaz a souligné qu'Haïti représentait une mise en garde par rapport au "nouveau stade zombie du capitalisme, où des nations entières sont réduites, par l'alchimie économique, à un état quasi-vivant. Autrefois, un zombie était un personnage dont la vie et l'œuvre avaient été capturées par des moyens magiques. On s'attendait à ce que ces vieux zombies travaillent 24 heures sur 24 sans relâche. Le nouveau zombie ne peut s'attendre à aucune forme de travail – le nouveau zombie attend juste de mourir".

Et le nouveau zombie ne peut pas non plus être autorisé à chercher à se nourrir, se loger ou se soigner. Le nouveau zombie doit réellement juste attendre de mourir. C'est la punition. Mais quel est le crime ?

Partie 1: la structure.

La division internationale de l'humanité



Aadmi tha, bari mushqil se insaan hua.

Nous étions des gens. C'est avec beaucoup de difficulté que nous sommes devenus humains.

—Akbar Illahabadi.

Le président américain Donald Trump menace d'anéantir la Corée du Nord, l'Irak et le Venezuela. C'est le nouvel "Axe du Mal", un concept de son prédécesseur George W. Bush utilisé en 2002, mais qui n'incluait alors pas le Venezuela. Il comprenait en revanche l'Irak, que les États-Unis ont bombardé en 2003 dans le cadre de son invasion illégale du pays. Depuis lors, les États-Unis ont également détruit la Libye et d'autres pays dont Haïti, qui est maintenant

en majorité sous occupation américaine et onusienne. Comme un dragon blessé, les États-Unis fouettent la planète avec leur queue, et crachent du feu sur les populations, détruisant les pays, écrasant ses ennemis. Ses blessures ne sont pas fatales, mais stratégiques. Les États-Unis possèdent toujours l'armée la plus puissante et sont capables de détruire n'importe quel pays par bombardements aériens, ou par l'utilisation d'armes de destruction massive. Mais ils utilisent cette supériorité de puissance dans des manières qui ne servent pas toujours positivement leurs ambitions. Le fait que les États-Unis soient le pays le plus puissant du monde n'en font pas une entité quasi-divine; ils commettent leurs propres erreurs, lesquelles doivent être analysées méticuleusement par celles et ceux qui privilégient l'humanité contre la soumission.

Il y a du fer dans l'âme de l'impérialisme. Il utilise son immense puissance militaire contre les êtres humains et puis – de manière opportune – oublie le coût humain de la souffrance qui s'ensuit. Il n'y a jamais eu de compte à rendre pour l'emploi d'armes nucléaires contre le Japon en 1945, ni pour le bombardement hideux de la Corée dans les années 1950, ni les bombardements massifs du Vietnam dans les années 1960 et 1970, ni la guerre sans fin contre l'Afghanistan ou la destruction de l'Irak et de la Libye. Le fer est si fortement inscrit dans l'âme qu'il n'y a pratiquement aucune inquiétude lorsque les États-Unis lancent une bombe énorme sur l'Afghanistan. Les autorités locales – sous pression des États-Unis et du gouvernement afghan – ont refusé de permettre à des journalistes l'accès au site de l'impact, pour des raisons de sécurité. Quand les gens autour de la bombe ont parlé, leurs paroles étaient effrayantes. "La terre ressemblait à une un bateau dans la tempête", a dit Mohammed Shahzad. "C'est comme si comme si le ciel tombait". Le maire d'Achin – Naveed

Shinwari – déclara: ‘Il n’y a aucun doute que ISIS a été brutal, et qu’ils ont commis des atrocités contre notre peuple. Mais je ne vois pas pourquoi la bombe a été larguée. Elle a terrorisé notre peuple. Mes proches pensaient que la fin du monde était arrivée.’

C’est comme une ère d’anéantissement, quand le monde semble au bord du chaos climatique planétaire, induit par le capitalisme, et du chaos nucléaire.

Il convient donc de faire une pause et d’enregistrer les paroles graves de ceux qui ont déjà fait l’expérience de l’anéantissement – les survivants de l’utilisation par les États-Unis d’armes de destruction massive contre le Japon. Torako Hironaka, qui a survécu à l’attaque à la bombe atomique américaine sur Hiroshima a fait une liste dans son journal de ce dont elle se souvenait:

1. Des vêtements de travail brûlés.
2. Une femme nue.
3. Des filles nues pleurant en disant: “Stupide Amérique”.
4. Un champ de pastèques.
5. Avec les chats, les cochons et les gens morts: c’était juste un enfer sur terre.

Dans son *Journal d’Hiroshima* (1955), écrit au lendemain de l’attaque nucléaire, Michihiko Hachiya écrit:

Ceux qui le pouvaient marchaient silencieusement vers les banlieues dans les collines lointaines, l’esprit brisé, l’initiative disparue. Quand on leur a demandé d’où ils étaient venus, ils ont montré la ville du doigt et ont dit : “Par là” , et quand on leur a demandé où ils allaient, ils ont dit : “Par là” . Ils étaient si brisés et confus qu’ils bougeaient et se comportaient comme des automates. Leurs réactions avaient étonné les gens de l’extérieur, qui racontaient avec étonnement le spectacle de longues files de gens qui s’accrochaient à un

chemin étroit et accidenté alors qu’à proximité se trouvait une route douce et facile qui allait dans la même direction. Les étrangers ne comprenaient pas qu’ils étaient témoins de l’exode de gens qui marchaient dans le royaume des rêves.

Les paroles des *hibakusha*, les survivants de l’attaque nucléaire, sont essentielles pour notre époque, où il semble que l’anéantissement est à l’horizon. Ce sont des mises en garde contre la complaisance. Ils fournissent la chaleur de la survie humaine contre la dureté du fer et la haine.

Les événements naturels catastrophiques-ouragans et élévation du niveau de la mer – captivent notre imagination, alors que les îles des Caraïbes sont ravagées par le vent et les inondations et que les îles des mers du Sud disparaissent dans les océans. L’eau noie la terre comme le capital noie les rêves de survie humaine. Les données des agences internationales nous montrent que l’emploi formel est un rêve impossible pour des millions de nos compatriotes sur la planète. Cependant, il y a toujours un emploi dans l’armée. Les guerres continuent sans fin. Des avenir impitoyables attendent les jeunes. Leur confiance en l’humanité est fragile.

Il existe une **division internationale de l’humanité**. C’est comme s’il y avait un mur qui sépare notre humanité ; ceux qui vivent dans des zones de grande guerre et de tragédie sont séparés de ceux qui vivent avec l’illusion de la paix, dans des pays qui produisent les conditions de la guerre mais nient d’y avoir participé.

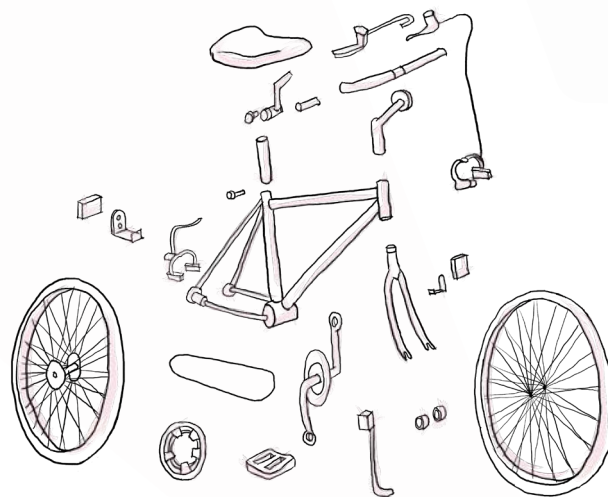
Comment comprendre un monde de chômage et d’anéantissement, de pauvreté, de catastrophe climatique et de guerre ? Quels concepts avons-nous pour saisir ces réalités complexes ? Les modes

de pensée issus du positivisme nord-américain - théorie des jeux, analyse de régression, modèles multiniveaux, statistiques inférentielles – ne permettent pas d’offrir une théorie générale de notre condition. Imprégnées d’une compréhension simpliste du pouvoir et négligeant le rôle des élites dans notre monde, ces approches sont peut-être en mesure d’expliquer tel ou tel aspect de notre monde.

Mais peuvent-elles expliquer la relation entre la crise endémique produite par la mondialisation, l’incapacité du néolibéralisme à gérer cette crise et l’émergence du néo-fascisme comme son consensus actuel ? Ont-ils les concepts – comme l’impérialisme – qui sont essentiels à l’analyse du monde réel dans lequel nous vivons et non du monde illusoire imaginé par les premiers principes des sciences sociales bourgeoises ? Peut-on comprendre pourquoi l’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord (OTAN) veut bombarder ce pays ou pourquoi le Fonds monétaire international (FMI) veut extraire sa livre de chair de ce pays ? Ont-ils de quoi expliquer pourquoi les pays du monde dépensent plus d’argent dans l’arsenal de la répression que dans la production de biens sociaux, pourquoi il y a plus de policiers dans nos rues que de travailleurs sociaux et d’artistes ?



La mondialisation



*Où les gens gagnent-ils le “revenu par habitant” ?
Plus d’une âme affamée voudrait le savoir.*

—Eduardo Galeano.

Le concept utilisé pour expliquer le démantèlement de la vie sociale à travers le monde est le néolibéralisme. Le néolibéralisme est essentiellement une plate-forme politique conçue par des agences multinationales telles que le Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale ainsi que par des intellectuels qui encerclent ces institutions. Ces intellectuels ont absorbé la logique bourgeoise selon laquelle c’est l’ingéniosité des entreprises qui fait l’histoire, plutôt que le travail social des êtres humains. Ils disent que ce sont les entreprises qui créent des emplois et, par conséquent, pour faire fonctionner l’économie, il faut se soumettre aux besoins de celles-ci. Le moteur de l’histoire est considéré comme étant le Capital – les entreprises et les entrepreneurs. Il n’est pas considéré comme

un travail social – les travailleurs qui construisent notre avenir et dont le travail acharné produit les marchandises qui améliorent notre présent.

Les universitaires critiques à l'égard de la politique néolibérale se tournent vers les projets du Premier ministre britannique Margaret Thatcher et le président américain Ronald Reagan pour expliquer comment le néolibéralisme a changé le monde. C'est comme si ces chefs étaient comme des sorciers, conjurant des politiques publiques comme si elles venaient de nulle part, conduisant leur agenda à travers les institutions de la planète. Ils sont devenus les promoteurs de la privatisation des biens collectifs et de la cannibalisation des ressources sociales. C'est effectivement le cas. Mais pourquoi ? Pourquoi ont-ils démenagé vers la privatisation et la cannibalisation ?

Une approche idéaliste de l'histoire de l'humanité n'est pas adéquate. Le néolibéralisme n'est pas sorti de nulle part. Il a été mis en œuvre par ces gouvernements pour résoudre les problèmes pratiques posés par les problèmes structurels dans l'évolution du mode de production mondiale. Le capitalisme a toujours été à la recherche d'un marché mondial, désireux de s'émanciper des limites fixées par les gouvernements nationaux, de trouver de nouvelles ressources et de nouvelles techniques de produire des biens à moindre coût et de trouver de nouveaux marchés où vendre ces produits à des prix plus élevés. Mais les grandes ambitions mondiales du capital ont été freinées par des limitations technologiques – telles que l'incapacité d'accéder à l'information en temps réel depuis partout dans le monde – et par des mouvements de la classe ouvrière qui exigeaient que les États-nations restreignent le capital au profit des travailleurs. Mais dans les années 1970, certaines barrières technologiques avaient été dépassées et le pouvoir de la classe ouvrière avait été plus ou moins vaincu. Le capital était maintenant capable de monter sur son char et d'observer la planète d'en haut, de la regarder

depuis ses satellites, d'accumuler des informations sur ses ordinateurs et de chercher les travailleurs les moins chers et les marchés les plus lucratifs. Cette position divine du capital inaugure l'ère de la **mondialisation**.

Une ère véritablement magique s'est ouverte au capital. L'évolution technologique arriva rapidement alors qu'un flot de travailleurs a défilé en file indienne vers ses usines mondiales et qu'un nouveau régime de propriété intellectuelle s'est développé pour protéger les gains du capital malgré les objections politiques des États affaiblis du monde entier. Le peu de pouvoir étatique qu'avaient les paysans et travailleurs fut redistribué aux capitalistes autour du monde. Maintenant, on pourrait vraiment dire que l'Etat fonctionne comme un comité pour gérer les affaires communes de la bourgeoisie.

La condition politique de la mondialisation a été posée par la crise de la dette du Tiers-monde, induite par le système financier occidental. Une forte hausse des taux d'intérêt aux États-Unis en 1979 – un épisode appelé le “choc Volcker” (nommé d'après Paul Volcker, président de la Réserve fédérale américaine) – a secoué les économies du Tiers-Monde. Ce que Volcker a fait par sa politique monétaire a été d'exporter l'inflation depuis les côtes des États-Unis jusqu'au reste du monde. Les taux d'intérêt élevés du dollar signifiaient que le taux interbancaire de la City londonienne (le LIBOR, en anglais) a grimpé en flèche. Sans qu'il y ait de faute de leur part, les États du Tiers-Monde se sont retrouvés à des niveaux catastrophiques d'endettement envers les banques commerciales et les gouvernements occidentaux. La situation des quinze pays lourdement endettés (sur la base de l'évaluation de la Banque mondiale) en est illustrative. En 1970, ces quinze pays avaient un total de dette publique

extérieure de 17,9 milliards de dollars (9,8 % de leur Produit national brut, PNB). En 1987, le chiffre était passé à 402,2 milliards (47,5% de leur PNB). Le service de la dette ou les paiements d'intérêts sur ce prêt était monumental – d'un paiement élevé de 2,8 milliards de dollars (1970), il atteint un montant ingérable de 36,3 milliards de dollars (1987). En 1991, les chiffres étaient devenus incontrôlables. Le dette extérieure totale des pays du tiers monde s'élevait à 1,4 billion de dollars, ce qui représentait 126,5 % de l'investissement du total des exportations de ces pays. Cela signifie que le montant dû aux banques commerciales et aux les gouvernements ont été supérieurs au montant gagné par l'exportation de biens et de services.

La crise de la dette du Tiers-Monde a écrasé la capacité de ces Etats à fournir des biens sociaux à leurs populations. UNICEF – l'Agence des Nations Unies pour l'enfance – a noté que cette crise de la dette s'est traduite par une baisse de 25 % du revenu moyen dans les années 1980, une décennie perdue. Le 37 les pays les plus pauvres du monde ont réduit leurs dépenses par habitant sur la santé de 25 % et sur l'éducation de 50 %. L'UNICEF s'intéressait aux enfants. Il a estimé qu'en 1988, un demi-million d'enfants sont morts de maladies évitables dues à la crise de la dette. Ce qui veut dire, selon l'UNICEF, que 40 000 enfants mouraient chaque jour à cause du système financier. À l'époque, le président tanzanien Julius Nyerere l'a dit clairement, "Faut-il affamer nos enfants pour payer nos dettes ?"

La crise de la dette dans le Tiers-Monde avait détruit la confiance politique de nombreux États d'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine – ce qui signifie qu'ils n'avaient pas de marge de négociation lorsque les entreprises sont arrivées chez eux pour négocier des "zones de libre-échange" et d'autres avantages. C'est la crise de la dette qui a affaibli le pouvoir de négociation des États post-coloniaux, en affaiblissant la résolution de leurs dirigeants et la confiance culturelle de

leurs élites nationalistes. La dépendance est une conséquence d'un manque d'indépendance. "Celui qui vous nourrit", a dit Thomas Sankara, du Burkina Faso, "vous contrôle". Alors c'est ce qui s'est passé.

C'était sur les tombes de ces enfants et sur la faiblesse des États du Tiers-Monde que la nouvelle architecture de la mondialisation serait construite. Il y eut trois éléments dans cette nouvelle dynamique : le développement de nouvelles technologies, la livraison de millions de nouveaux travailleurs aux entreprises monopolistiques qui menaient des stratégies d'accumulation, et la création d'un nouveau régime de propriété intellectuelle.

Tout d'abord, les nouvelles technologies – comme les communications par satellite, l'informatisation et les porte-conteneurs – ont donné aux entreprises la capacité de gérer des bases de données à l'échelle mondiale en temps réel et de déplacer les marchandises aussi vite que possible. Les entreprises peuvent désormais démanteler des usines et les mettre en place dans plusieurs pays en même temps – un processus connu sous le nom de *désarticulation de la production*. Chaque usine peut produire une partie de la marchandise finale, et l'entreprise est en mesure – grâce à des informations détaillées contenues dans sa base de données exclusive – pour juger quel pays est le moins cher pour la production. Le capital n'a plus besoin de construire des usines près des marchés visés, ou de construire une usine géante. Cela appartient à un passé révolu. Aujourd'hui, le capital peut profiter des petites variations des prix des coûts des intrants pour construire des usines plus petites dans de nombreux endroits différents. Grâce aux progrès techniques dans le transport – la conteneurisation, par exemple – le capital peut déplacer les parties des marchandises

rapidement et à un prix relativement bon marché, et il est relativement facile de déplacer les marchandises vers les marchés. Les moyens technologiques pour supprimer la production locale et l'étendre à travers le monde entier sont disponibles.

Deuxièmement, les obstacles érigés par la révolution d'octobre en Russie, la révolution chinoise et le projet d'autodétermination dans le Tiers-monde ont commencé à s'effondrer dans les années 1980 à cause de la crise de la dette du Tiers Monde, la chute de l'URSS et l'ouverture du marché du travail chinois aux capitaux étrangers. Des millions de travailleurs, auparavant à l'abri des demandes de l'économie mondiale, devenaient maintenant la proie du marché capitaliste mondial. Ils attendaient que l'usine désarticulée fasse son entrée dans leur vie.

Troisièmement, des représentants de l'élite capitaliste mondiale entrèrent dans la dernière étape du Cycle d'Uruguay (de 1986 à 1994) des négociations autour de l'Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers (GATT – General Agreement on Trade and Tariffs). Ils firent en sorte que les droits de propriété intellectuelle être entre les mains du capital plutôt que de la société. Auparavant, la propriété intellectuelle était dévolue au processus par lequel un bien a été produit, et non pas dans le bien en tant que tel. Cela permettait aux gens de trouver de nouveaux moyens de fabriquer des biens et donc de valoriser la science et de la technologie. La rétro-ingénierie des marchandises était possible, ce qui était crucial pour le secteur pharmaceutique qui pouvaient ainsi des médicaments vitaux pour les pauvres. Après la partie finale du GATT, qui a donné naissance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1994, l'idée de la propriété intellectuelle a changé. Désormais, le bien lui-même devait être breveté, ce qui signifie que le capital peut extraire une de quiconque produit ce bien – indépendamment de leurs propres innovations ce faisant. Cela signifie également que la valeur des biens

produits à l'extérieur des régions où est concentré la majorité du capital – Nord Amérique et Europe de l'Ouest – seront protégés par ce nouveau régime de propriété intellectuelle. En outre, le nouveau cadre de la propriété intellectuelle – grâce au brevetage des nanotechnologies, de la génomique et de la biotechnologie transgénique – a fourni aux grandes entreprises alimentaires un nouveau pouvoir sur l'agriculture qui va au-delà du contrôle sur la terre ferme. Ce régime a également fourni aux “entreprises d'information” la base de la nouvelle poussée vers la ‘colonisation numérique’, à savoir le vol de données par de grandes “entreprises d'information” dans le but de consolider de nouveaux désirs par le biais de nouvelles des moyens de surveillance des consommateurs et par la fourniture de contenu principalement occidental pour les gens de toute la planète (la mort lente de la “neutralité du réseau” en tant que principe de l'Internet social est un autre indicateur de l'utilisation de cette colonisation digitalisée). Il s'agissait du nouveau cadre juridique de la l'architecture de la production désarticulée.

L'Organisation mondiale du commerce a vu le jour à la suite d'une soi-disant “grande affaire” (‘Grand Bargain’), comme l'économiste Omar Dahi l'a nommé. La plupart des pays du Sud, paralysés par la crise de la dette, a renoncé à sa politique industrielle et à la protection de ses travailleurs et de ses marchés en échange de son agriculture et de ses matières premières extraites. En réalité, ce qui a été perdu, c'est la souveraineté économique dans l'industrie comme dans l'agriculture.

Ces développements technologiques, la mise en œuvre de la des millions de travailleurs potentiels et le nouveau régime de règles de propriété intellectuelle ont permis aux entreprises d'exercer leurs activités à l'échelle mondiale. Elles ont utilisé

deux stratégies différentes dans la chaîne mondiale des marchandises pour produire des biens et des services. D'abord, ils ont déplacé toute leur production à l'étranger dans un seul pays. Il s'agit de ce que l'on appelle l'externalisation de l'investissement étranger direct¹ (Foreign Direct Investment, FDI). L'entreprise multinationale en question devra, une fois installée là-bas, faire des investissements ailleurs pour construire l'infrastructure physique pour la production. Dans un deuxième temps, pour produire leurs marchandises, les entreprises multinationales n'ont qu'à engager des sous-traitants, lesquels s'affrontent dans une compétition de type "nivellement vers le bas" ("race to the bottom"). La "sous-traitance sans lien de dépendance" – pour reprendre les termes de l'économiste politique John Smith² – a permis aux entreprises multinationales de sauver leur capital et de ne supporter presque aucun risque dans le processus de fabrication. Dans les deux cas, par externalisation de l'investissement étranger direct ou sans lien de dépendance, le capital a dès lors un avantage important grâce à l'arbitrage sur la main d'oeuvre, c'est-à-dire l'emploi d'une main d'oeuvre plus vulnérable et aux coûts les plus faibles pour produire les marchandises, tout en vidant de leur substance et de leurs richesses les sociétés du Nord comme du Sud.³

Cette nouvelle géographie de la production affaiblit le pouvoir des travailleurs en supprimant les deux les cadres institutionnels qui le construisent, à savoir les syndicats et la nationalisation. Comment les travailleurs peuvent-ils créer des syndicats dans ces entreprises délocalisées et sous-traitantes, fonctionnant avec des marges faibles, dirigées par

des patrons qui n'ont aucun remords d'utiliser les moyens les plus violents pour exploiter le travail de travailleurs remplaçables? Comment des États où les travailleurs sont parvenus à prendre le pouvoir peuvent nationaliser des parties de leur procès de production s'ils ne contrôlent pas l'intégralité de ce dernier? Les travailleurs n'ont accès à aucune de ces deux moyens de défendre leurs intérêts. Leur propre mouvement pour changer le monde est étouffé par les caractéristiques, similaires à des camps de concentration, des zones franches industrielles d'exportation et par les usines *maquiladora*.

Ce système de sous-traitance permet aux entreprises du Nord de ne plus investir leur capital dans le processus de production. Nike, Apple et d'autres n'investissent pas dans des usines. Ce sont des entreprises de marque. Les profits grâce aux rentes qu'ils perçoivent en tant que marque sont astronomiques, mais ne sont pas réinvestis significativement dans des projets productifs. Ce n'est pas étonnant que ces entreprises accumulent des grosses sommes d'argent liquide ou qu'elles envoient des quantités énormes de capitaux dans le casino financier improductif. Au lieu d'investir cet argent dans des entreprises productives ou de le mettre à profit du bien commun social, elles l'accumulent dans des circuits financiers où leur but est de produire plus d'argent à partir de l'argent qu'elles avancent, en évitant l'intermédiaire de la production. Pas de surprise alors que les gens qui contrôlent certaines de ces grandes entreprises s'enrichissent de façon obscène. Oxfam a estimé dans une étude que huit hommes possèdent ensemble une richesse similaire à celle de la moitié la plus pauvre de l'humanité. Leur richesse est le résultat direct de la sous-traitance sans lien de dépendance, établie par la *désarticulation de la production* et par l'expansion énorme du

¹ En anglais: "Foreign Direct Investment outsourcing".

² En anglais: "arm's-length outsourcing".

³ Dans l'ensemble de ce document, "Nord" et "Sud" correspondent à une autre manière de désigner, d'une part, les pays capitalistes avancés et, d'autre part, les pays et régions du "Tiers-monde", respectivement. Les termes anglais sont "Global North" et "Global South". Ce sont des termes utilisés couramment, bien que leur pertinence est parfois remise en question.

secteur financier en plein essor résultant du fait qu'il ne soit plus nécessaire d'investir avant tout dans la production.

Non seulement les riches et les entreprises ont amassé d'énormes sommes d'argent, mais ils ont aussi été – plus de – plus de ces 40 dernières années – égoïstes avec cet argent. Les entreprises nord-américaines, à elles seules, détiennent 1,9 billion de dollars en espèces aux États-Unis et 1,1 billion de dollars de plus sur leurs comptes offshore. Les banques américaines détiennent 1 billion de dollars de liquidités en réserve. C'est un total de 4 billions de dollars. Ajouter les liquidités détenues par des entreprises et des banques en Europe et au Japon et les montants totaux montent à 7,3 billions de dollars, un chiffre qui n'inclut pas l'argent noir thésaurisé au Luxembourg, à Singapour, en Suisse et d'autres "paradis" bancaires de ce genre. Selon une étude du National Bureau of Economic Research à partir de chiffres de la Banque internationale des règlements, les paradis fiscaux contiennent environ 5,6 billions de dollars (pour 2007). La richesse offshore, dans ces paradis fiscaux, s'élève à à environ 10 % du PIB mondial total. Dans certains pays (comme les Émirats arabes unis), la richesse extraterritoriale est supérieure à 70 % du PIB. Les élites des Émirats arabes unis, du Venezuela, d'Arabie saoudite, de Russie et d'Argentine font de leurs pays ayant le plus de richesses outre-mer en pourcentage de la richesse mesurée en PIB. Ce vaste trésor d'argent accumulé signifie que les entreprises et les individus les plus riches ont externalisé la stagnation au cœur du monde: ils ont refusé d'investir cet argent dans le programme dans le domaine du travail social utile, tout en demandant toujours plus de coupes dans le budget de l'Etat, lequel est financé par les impôts sur les travailleurs et les paysans, ainsi que l'abaissement du niveau de vie de ces deux groupes. Il n'y a pas de plus grand scandale que cette constipation structurelle du capital, ce que l'on peut appeler une "grève de l'investissement".

Sur la base de cette sinistre réalité, il est nécessaire de développer, en utilisant un langage commun et qui fait sens, le concept de "grève fiscale". Ceux qui détiennent du capital, qui sont les maîtres de la propriété, ont été depuis plusieurs décennies en grève contre les régimes fiscaux. Ils utilisent leurs vastes richesses soit pour cacher leur d'argent, soit pour modifier les lois fiscales pour qu'ils puissent augmenter les protections dont ils bénéficient. Ce vaste réservoir de richesses n'est pas utilisé de manière substantielle ni productive. Lorsque ces richesses sont utilisées, c'est pour gonfler le marché boursier et diverses bulles d'autres actifs. La version la plus obscène de cette utilisation du capital est au centre de la finance mondiale, à Wall Street. La turbulence profonde de cette dynamique a été mise en évidence lors de l'explosion de 2007-08 de la plus grande bulle d'actifs à avoir éclaté jusqu'à présent – la Marché immobilier américain. A l'apogée de l'expansion du secteur du logement et de l'immobilier américains, le gouvernement américains avait fourni aux banques des liquidités par l'intermédiaire du "Greenspan Put", du nom du chef de la Réserve fédérale américaine qui régulièrement inondait les marchés avec du capital, ce qui ensuite provoquait et était utilisé pour alimenter la croissance des bulles spéculatives, comme par exemple les prix de l'immobilier. Sans aucun véritable régime de sécurité sociale ou de pension, la sécurité sociale pour la retraite pour les résidents américains plus âgés de la classe moyenne avait évolué de sorte à être basée sur l'augmentation des prix des logements et de l'immobilier. Puisque ce type de biens était ainsi la base de la sécurité sociale des retraités, la classe moyenne américaine accepta volontiers le-dit "Greenspan Put" et encouragea le développement hors de contrôle de la finance pour en bénéficier au cours terme.

Alors que le prix des logements fournissait à la classe moyenne américaine et à des sections supérieures de la classe ouvrière avec le rêve d'une retraite digne, le crédit bancaire leur a permis de consommer à des taux qui étaient bien supérieurs à leurs revenus. Le marché américain fonctionne comme "l'acheteur de dernier recours" pour le marché mondial, en aspirant continuellement des biens et services ainsi que des ressources de toutes sortes provenant de toute la planète. L'échelle de la consommation américaine est astronomique. Seulement 5 % de la population mondiale les États-Unis consomment au moins un quart de l'énergie disponible au niveau mondial. Si tout le monde sur la planète vivait comme un citoyen américain, alors au moins quatre Terres entières seraient nécessaires pour maintenir ce niveau de consommation. L'échelle de la la consommation, alimentée par le Greenspan Put et par le crédit octroyé par l'intermédiaire du système bancaire international, permet au consommateur américain de devenir un acteur incontournable par rapport aux fabricants, comme la Chine et le Mexique. Ainsi, l'inflation des marchés d'actifs et l'entrée de crédit bon marché dans le secteur de la consommation américain n'est pas irrationnel par rapport à ce système, mais au contraire parfaitement rationnel. Le système est conçu de cette façon, sa rationalité est le moteur du système. d'une crise à l'autre, du chaos au chaos.

Lorsque le marché de l'immobilier américain – un marché correspondant à une bulle surgonflée – éclata Greenspan, l'un des leaders de l'économie américaine monétariste, a déclaré qu'il était "choqué". Quand Greenspan a comparu devant le Congrès américain en 2008, il a été confronté à de vives questions de la part du représentant Henry Waxman (de Californie) :

Greenspan : J'ai fait une erreur en présumant que le l'intérêt personnel des organisations, en particulier des banques et d'autres, étaient tels

qu'ils étaient capables de protéger leurs propres actionnaires et leurs actionnaires. dans les entreprises.

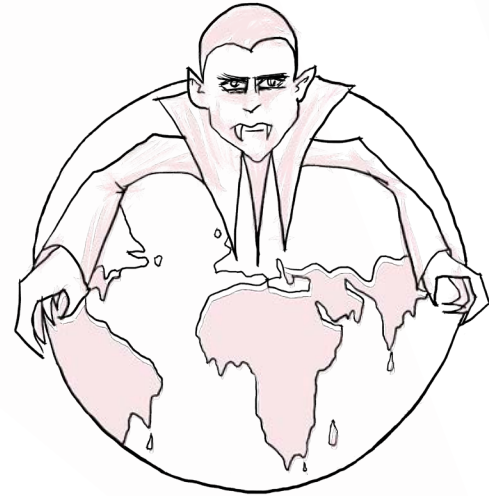
Waxman : En d'autres termes, vous avez découvert que votre vision du monde, votre idéologie, n'était pas juste, et ne fonctionnait pas.

Greenspan : Absolument, précisément. Vous savez, c'est précisément la raison pour laquelle j'ai été choqué, parce que j'ai été depuis quarante ans ou plus convaincu par de très nombreuses preuves que ça marchait exceptionnellement bien.

L'idéologie de Greenspan, sa théorie, était imparfaite. Il fut choqué – et pourtant cela n'a pas eu d'impact sur l'état d'esprit de la théorie économique ou sur les politiques publiques proposées. Le monétarisme est sorti indemne de cette crise. La politique macro-économique est restée dans les mains des technocrates qui ont défendu l'idée qu'il n'était pas nécessaire qu'il y ait une discussion politique sur leurs choix. Ils étaient au-dessus de la politique, dans le domaine de la théorie, une théorie dont Greenspan lui-même avait dit au Congrès américain qu'il fut surpris qu'elle soit erronée. L'ancien ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, le dit clairement: "Le danger d'un coup d'État, de nos jours. ne vient pas d'un tank, mais d'une banque". Pas besoin de coup d'état militaire (sauf dans certains pays) quand les lobbyistes bien payés et les banquiers bien dressés ont pris en otage la démocratie.

La grève fiscale a permis aux particuliers de détenir d'importantes quantités de richesse sociale. Cette richesse, au-delà de ce qu'un individu ou une famille pouvait consommer, a créé le culte morbide de philanthropie. Les riches donateurs

Le néolibéralisme



La philosophie d'une société sans espoir, L'homme mange l'homme, l'homme ne peut pas planifier une Société Whiteman FMI ou des subventions, et comme des mendiants, nous continuons tendre les mains.

—Kalamashaka, Ni Wakati.

sont devenus les héros de notre époque, avec Bill Gates glorifié pour son travail sur la médecine et avec d'autres hommes et femmes riches sont considérées comme des promoteurs de la lutte contre la pauvreté. Ce sont des personnes qui sont devenues des acteurs principaux des politiques sociales par opposition aux besoins produits démocratiquement d'un pays. De cette façon, la politique publique est désormais définie moins sous l'impulsion des institutions démocratiques et plus par des agendas pilotés par les donateurs. Comme Sarah Mukasa, du Forum Féministe Africain, l'a dit : "Nous devons mettre en garde contre les tentatives de dépolitisation de l'économie et du développement et d'empêcher que ce [nouveau développement] d'être entièrement défini par les donateurs".

Les grèves fiscales sont accompagnées par l'insistance les décideurs politiques officiels (appuyés par la pleine force des grandes puissances du capital) que les fonctionnaires doivent équilibrer les comptes des finances publiques. Les gouvernements doivent maintenir l'équilibre budgétaire malgré le fait que le capital réduit sa part de financement du Trésor public. Cela signifie que les gouvernements sont obligés soit de vendre des actifs pour lever des fonds afin de maintenir les institutions sociales existantes, soit de s'en prendre à ces biens sociaux, c'est-à-dire de les supprimer graduellement. Cette exigence de "responsabilité financière", ainsi que la grève fiscale mentionnée plus haut, sont des causes de l'appauvrissement des finances publiques. Il n'est donc pas étonnant que les charges, les risques et la pression aient été transférées de l'Etat sur le dos de la société. Ce que la main invisible a détruit, le coeur invisible de la collectivité a dû récupérer et protéger: les coûts sociaux de la mondialisation ont endommagé la société, dont la cohésion a due être maintenue par davantage encore de travail social, principalement par les femmes au sein des familles.

Les États modernes, avec des engagements gagnés par leur population grâce à des luttes soutenues, n'ont pas pu éliminer immédiatement toutes les prestations sociales. La garde d'enfants, l'éducation, les transports, l'air pur, l'aide sociale, pensions : tous ces gens avaient forcé leurs États de leur fournir des biens sociaux. Elles faisaient partie du minimum définition de la civilisation moderne. C'est la grève fiscale, la responsabilité financière et les revendications du public pour les biens sociaux qui ont produit le **néolibéralisme**. Le néolibéralisme, en d'autres termes, a été le produit d'une solution bourgeoise de politique publique pour répondre à la crise de la mondialisation.



Les grèves de l'investissement et de la fiscalité et la responsabilité fiscale ont ruiné les budgets publics. Les gouvernements bourgeois n'ont tout simplement pas réussi à trouver les moyens de s'acquitter de leurs obligations. Des biens publics, gagnés grâce à des luttes intenses, et les parties non marchandisées de la nature ont été mise aux enchères. Cette privatisation a recueilli des fonds pour maintenir les finances fragiles des États modernes. Des entités internationales telles que le FMI et les banques commerciales ont puni les États qui n'ont pas suffisamment réduit leurs finances publiques en abaissant la cote de leurs obligations et en les empêchant de lever des capitaux à court terme pour se protéger de la spirale de l'endettement. Le contrôle des institutions occidentales contre les "pays en développement" est maintenant bien connu. Un rapport de la Banque mondiale datant de 2007 a révélé qu'au moment de la fin de l'année précédente "seulement 86 pays en développement [avaient] été notés par les agences de notation. Parmi ceux-ci, 15 [n'avaient] pas été notés depuis 2004. Près de 70 les pays en développement [n'avaient] jamais été notés". Dans d'autres termes, les agences de notation privées – Fitch, Moodys et Standard & Poors – ignorent ces pays et de ce fait, il leur est difficile de lever des capitaux dans les marchés commerciaux. C'est le FMI qui note ces pays, souvent de manière négative, ce qui rend l'argent cher pour eux. Non seulement ces pays sont perdants parce que leur PIB est sous-déclaré (puisqu'ils exportent des produits de valeur à bas prix, qui sont réévalués vers le haut quand ils entrent dans la zone impérialiste), mais ils souffrent également du fait d'être perçus comme étant des emprunteurs à haut risque. Il s'agit du *piège finance-développement*: les nations qui sont pauvres en capital sont destinées à le rester indéfiniment. La vente au rabais de leurs actifs nationaux se présente comme le seul moyen de contenir l'hémorragie de leurs budgets nationaux.

L'argent collecté grâce à la privatisation continue à être utilisé pour le service de la dette de l'État, ainsi que

pour payer les importations d'énergie coûteuses. C'est de l'argent qui ne se traduit pas en nouvelles infrastructures ni en davantage de biens sociaux; il est rarement utilisé pour investir dans l'éducation afin d'accroître les compétences de la population. C'est fondamentalement ... une forme de vol. Une étude récente par Global Financial Integrity et le Centre for Applied Research (Norwegian School of Economics) a révélé que le montant total de l'aide, des investissements et des revenus qui sont entrés dans les pays en "voie de développement" depuis l'extérieur en 2012 s'élevait à 1,3 billion de dollars. C'est beaucoup d'argent. Mais ensuite, l'étude s'est penchée sur le débit sortant des pays en voie de développement cette même année et a découvert que le chiffre est de 3,3 billions de dollars. Dans d'autres termes, les pays en voie de développement ont subi une hémorragie de 2 billions de dollars au bénéfice de l'Occident. Depuis 1980, cette fuite de richesses s'est élevée à un total de 16,3 billions de dollars. Les nations les plus riches, comme des vampires, ont drainé la richesse des nations les plus pauvres – pas pendant la période de l'ère du haut colonialisme, bien que ce fut aussi le cas, mais dans notre époque contemporaine. De quoi est composé cet argent qui fuit le monde en développement ? Il s'agit de trois paquets: une dette de 4,2 billions de dollars. (près de quatre fois le montant total de l'aide), les revenus réalisés par les entreprises étrangères rapatriées vers le Nord et la fuite illégale et non réglementée des capitaux (non seulement de l'argent noir", mais aussi par la facturation commerciale faussée, qui s'élevait elle-même à à 700 milliards de dollars en pertes de capital). Pour le Sud, donc, les fonds pour le développement social ne sont tout simplement pas accessibles facilement.

La situation n'est pas plus facile dans les pays du Nord, où les obligations néolibérales des États ont conduit à un transfert de la politique sociale

dans le secteur privé. En fait, la prédominance des politiques néolibérales initiée dans ces pays du Nord s'est progressivement mondialisée. Les réductions d'impôts pour les riches et les régulations laxistes concernant le rapatriement par les entreprises des profits dans les pays où celles-ci sont enregistrées ont diminué les ressources détenues dans les budgets nationaux. D'énormes dépenses militaires et dans les services de sécurité creusent dans les réserves du trésor national. L'argent n'est pas alloué aux services sociaux essentiels, dont l'éducation et le domaine de la santé. Il devient alors l'obligation privée de chaque citoyen de trouver des moyens de payer pour ce qui devrait être une fonction sociale garantie. Par conséquent, l'endettement des particuliers augmente lorsque ceux-ci vont faire des études ou se former et quand ils tombent malades. Les jeunes adultes tout comme les travailleurs âgés sont forcés de payer leurs études par l'endettement, car cette éducation a été promise comme le moyen pour les individus d'avancer professionnellement. La dette des étudiants aux États-Unis est maintenant de 1,3 billions de dollars, et au Royaume-Uni, de 500 milliards de dollars. Ce modèle de privatisation des biens sociaux a été rapidement exporté dans le reste du monde. La dette des étudiants augmente actuellement autant en Chine qu'en Afrique du Sud, en l'Inde et au Mexique. Aux États-Unis, 85% de la population dispose d'une assurance maladie et pourtant, en 2012, les résidents américains ont dépensé 2,7 billions de dollars de leurs propres poches pour des soins de santé. Une étude de 2010 a montré que 40% des résidents américains avaient des problèmes pour payer leurs factures médicales. La dette médicale est la principale raison pour laquelle les particuliers aux États-Unis déclarent faillite. Ce "modèle américain" de privatisation a entraîné une augmentation des faillites dans le monde à cause de ces frais de santé néfastes. En Inde, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé ont constaté que 52,5 millions de personnes ont été appauvris par les coûts des soins de santé en 2011. Chaque année, comme la Banque mondiale

et l'OMS le montrent, près de cent millions de personnes tombent dans la "pauvreté extrême" à cause des coûts des soins sanitaires. Ce nombre s'élève à 180 millions de personnes par an si le seuil est relevé pour les l'extrême pauvreté de 1,90 \$ ou moins par jour à 3,10 \$ par jour comme revenu.

La gratuité de l'enseignement universitaire, un gain majeur pour la démocratie sociale, disparaît progressivement à travers le monde. L'endettement à l'université étouffe la capacité de des étudiants d'expérimenter avec de nouvelles idées. Ils sont impatients de trouver des cours qui leur permettraient d'améliorer leur capacité à trouver un emploi bien rémunéré une fois qu'ils auront obtenu leur diplôme. À cette fin ils passent leur temps à trouver des stages sans salaire, dont la croissance a été astronomique au cours des deux dernières décennies. Les étudiants recherchent des cours de "coaching" pour les aider avec leur anglais, les faire entrer dans des écoles supérieures privées et ils espèrent que ces efforts et investissements seront récupérés par des emplois qui sont de moins en moins disponibles. Cela signifie que les cours qui remettent en cause l'ordre social dominant ou qui initient les étudiants à la pensée novatrice (que ce soit dans le domaine des arts ou dans celui des diverses sciences) semblent moins attrayants. L'université devient moins un incubateur social et plus un tremplin vers la réussite individuelle – non pas motivée par la cupidité, mais à cause du désespoir provoqué par l'endettement. Cela a un impact sur la vie intellectuelle en général. "Dans le passé", la Professeur Issa Shivji de l'Université de Dar es Salaam a déclaré, "nos universités étaient fières d'être des centres de controverse ; maintenant, nous aspirons à devenir des centres d'excellence. Vous ne pouvez pas atteindre l'excellence si vous avez des idées controversées". En d'autres termes, le discours de l'excellence"

draine l'énergie qui est requise pour les nouvelles réflexions, en particulier l'élaboration d'une pensée contre-hegémonique enracinée dans l'expérience des travailleurs, des paysans et des chômeurs.

Comment l'économie allait-elle fonctionner dans ces conditions-là? La doctrine néolibérale misait sur l'expansion illimitée du consumérisme financé par la dette (comme indiqué ci-dessus), ainsi que la création de nouvelles technologies et ressources qui permettraient miraculeusement une hausse des taux de croissance et la production de la richesse sociale nécessaire aux à la consommation des biens sociaux. Rien de tout ça n'a eu lieu, cependant. Au contraire, ces deux éléments causèrent une croissance importante de l'endettement et l'inflation des prix des actifs fut à l'origine d'une augmentation supplémentaire de la turbulence de l'économie mondiale. Pour que l'économie continue de croître, les gens ordinaires ont dû s'endetter perpétuellement.

L'endettement est un élément du plan visant à maintenir l'économie en marche, pour s'assurer que la surabondance de produits trouve un acheteur. La prolifération de la publicité pour créer de nouveaux désirs est évidente dans le paysage visuel qui nous entoure. Les entreprises ont développé des théories sophistiquées de la segmentation du marché pour cibler des désirs plus fins et de produire des sous-cultures de consommation. La demande est créée pour des biens qui sont soit non-essentiels, soit de nouvelles versions d'anciens produits qui ne nécessitent pas d'être remplacés (tels que l'obligation d'acheter de nouveaux téléphones ou de nouvelles voitures). Cette tendance d'obsolescence programmée contribue certainement à l'expansion d'un marché saturé, mais en même temps crée d'énormes volumes de déchets. La production annuelle de déchets, selon une étude de la Banque mondiale, s'élève à 1,3 milliards de tonnes, soit environ 11 millions de tonnes de déchets par jour. Il a été estimé que 99% de ce qui

est acheté est jeté dans les six mois qui suivent. L'étude de la Banque mondiale montre que d'ici 2025, le total quotidien des ordures aura de probablement triplé et que d'ici 2100, la quantité totale de déchets annuels dépasserait 4 milliards de tonnes. Depuis 1950, le monde a généré 9 milliards de tonnes de déchets plastiques – dont seulement 9% sont recyclés. L'image miroir de l'obsolescence planifiée pour élargir le marché en décroissance est celle des montagnes de déchets qui trouvent refuge au fond des fonds marins, sous forme de gaz toxiques après incinération et dans les décharges qui s'infiltrent dans l'eau potable précieuse et les terres fertiles. Le volume des ordures et la destruction de la nature érodent lentement la capacité du capitalisme à galoper vers sa propre version du Nirvana.

Plus qu'une politique économique, le néolibéralisme fonctionnait comme un programme culturel opportun. La promesse d'un monde de marchandises est l'attrait du néolibéralisme. Mais sous ce masque, il y a un appel à vivre sa vie comme si on n'était pas un être humain, mais une entreprise commerciale. L'idée d'une culture d'entreprise ou de l'entrepreneuriat attire des personnes de tous horizons, mais – comme le montrent de nombreuses recherches en psychologie – cette culture a un impact sur les personnes inégal. Ceux qui ont moins de ressources ne peuvent pas facilement s'épanouir au sein d'une culture d'amélioration et de motivation des individus par eux-mêmes, et vivre selon l'idéal dominant où l'individu est le seul à avoir la responsabilité de sa situation, alors que les conditions de vie réelles dépendent avant tout du hasard et des origines sociales. La dépression et l'insécurité sont les résultats d'une société qui est de plus en plus animée par une volonté chimérique du

succès immédiat fondé sur le talent ou le dynamisme des individus eux-mêmes. Tout échec est un coût qui est à la charge de l'individu. "La vie psychique du néolibéralisme", comme l'a dit la sociologue Christina Scharff, n'endommage pas seulement la société, mais la personnalité humaine. Elle sape cultures de solidarité en faveur des cultures de consumérisme et d'individualisme – conduisant, en somme, à une plus grande dispersion de l'anxiété et moins de cohésion sociale. Dans ce registre, l'Organisation mondiale de la santé a estimé qu'au cours des 45 dernières années, les taux de suicide ont augmenté de 60%. Le suicide est maintenant, et toujours selon l'OMS, parmi les trois principales causes de décès parmi les hommes et les femmes âgés de 15 et 44 ans. L'idéologie du néolibéralisme, aussi séduisante soit-elle, a des effets néfastes au sein d'une société inégale, en particulier parmi les jeunes.

Les données sur la pauvreté de notre temps sont tout à fait scandaleuses. Commençons par le fait que 22.000 des enfants meurent chaque jour à cause de la pauvreté. Tous les dix secondes, un enfant meurt de faim. Environ la moitié de la population mondiale vit avec moins de 2,50 \$ par jour. Les taux d'endettement des ménages dans la plupart des pays ont augmenté de manière astronomique, ce qui est souvent lié à un mécanisme de consommation financée par l'endettement chez les classes moyennes. Il y a des conséquences négatives de ces informations: le fait que la richesse mondiale, provenant de l'exploitation du travail social, a été séquestrée par un très petit nombre de personnes ; et que la l'amélioration de la souffrance d'un très grand nombre de personnes ne seront au mieux que sporadiques et insuffisants.

Les anciennes catégories qui ont été mises de côté par la sciences sociales, telles que l'humiliation, la frustration, la désolation, l'aliénation, ou la colère, nous seront nécessaires pour pouvoir comprendre la réalité de notre monde de misère et de bidonvilles.

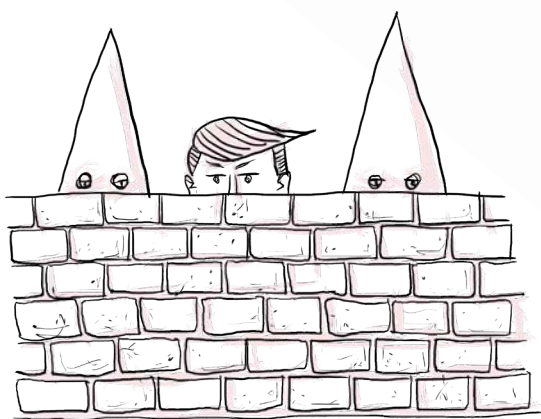
Au lieu de lutter contre la grève fiscale, les gouvernements à travers le monde cherchent à piéger et tromper les masses populaires par des moyens ingénieux, comme la lutte contre les drogues ou la guerre contre terreur⁴, en mobilisant tout un vocabulaire suggérant l'inévitabilité des mesures de contrôle. Ce sont des termes tels que "sécurité", "surveillance", "atténuation des risques", "analyse de sensibilité", "dangers". Une richesse sociale qui pourrait être utilisée pour vaincre la pauvreté est aujourd'hui de plus en plus utilisée pour renforcer l'arsenal de la "sécurité".

Un rapport de 2016 de l'Institute for Economics and Peace a montré que le coût total annuel de la violence est d'environ 13,6 billions de dollars, dont la moitié (6,6 billions de dollars) est allouée aux dépenses militaires et un quart (3,5 billions) à la sécurité intérieure. Le coût total de la violence représente 13,3 % du PIB mondial. Puisque l'engagement déclaré de l'Aide officielle au développement ne représente que 0,7 % du PIB, cet écart entre l'aide et la violence montrent que le marché a échoué. Le néolibéralisme, qui consiste fondamentalement à détruire l'aspect social des politiques étatiques au profit de la dimension militaire de l'État, n'a pas de solution adéquate à l'aggravation de l'inégalité ni au sentiment croissant de désespoir qui a émergé dans une grande partie de la planète. Les pistolets et armes à feu servent à intimider les populations, mais ils ne leur fournissent pas quelconque espoir d'un avenir meilleur.



⁴ Les termes anglais utilisés couramment sont: "War on Drugs" et "War on Terror"

Le néofascisme



Je ne veux simplement pas d'une personne pauvre pour gérer notre économie.

—Donald Trump.

La fixation sur Donald Trump est un instinct naturel. C'est le plus agressif des "hommes forts", un ensemble de chefs d'État autoritaires, dont notamment Rodrigo Duterte aux Philippines. Narendra Modi en Inde ou Recep Tayyip Erdogan en Turquie. Parmi ces hommes, Trump est en charge de l'État le plus puissant, avec des capacités militaires énormes et avec la prépondérance des États-Unis dans les institutions internationales financières et diplomatiques.

Trump, de même que les néofascistes européens, fournissent une opposition rhétorique superficielle au néolibéralisme. Ils ne s'opposent au néolibéralisme de manière significative, puisqu'ils restent engagés à des politiques qui stimulent la croissance économique et réduisent le salaire social. Dans leurs cas, les critiques réelles de la mondialisation ne se situent pas au niveau des programmes politiques concrets, mais uniquement aux niveaux politique et rhétorique.

C'est seulement dans ces contextes, lors de discours destinés à leurs électeurs, que Trump et les néofascistes mentionnent des projets de souveraineté économique. Ils râlent au sujet des pertes d'emplois et des accords commerciaux, mais, comme les néolibéraux, ils n'ont aucune alternative réelle à la mondialisation à proposer. Ils sont piégés par les contradictions matérielles de celle-ci: d'énormes profits accaparés par les entreprises multinationales, alors que la misère ne cesse d'augmenter pour la majorité de la population du monde, laquelle produit cette richesse sociale sans y avoir accès.

Le néofascisme est l'inverse de la vie psychique du néolibéralisme. L'atmosphère culturelle du néolibéralisme fait émerger la croyance selon laquelle le succès provient du développement personnel, que l'auto-direction est le moteur de l'excellence et de la richesse. C'est l'attitude du romancier et philosophe Howard Roark, un personnage imaginé par Ayn Rand dans son roman *Fountainhead* (1943), qui estime qu'il faut laisser tomber les "amateurs" pour que des gens talentueux et motivés – comme lui – puissent gagner. Mais qu'arrive-t-il à ceux qui ne "gagnent" pas, qui ne peuvent "réussir", qui ont du mal à vivre à un niveau qu'ils estiment nécessaire pour satisfaire leurs désirs ? L'échec ne peut pas être perçu comme personnel, mais il n'est pas non plus compris en termes structurels. C'est quelqu'un d'autre – le bouc émissaire – qui est présenté comme étant à l'origine de l'échec d'un citoyen donné et non ses propres erreurs ou les obstacles que la structure du système impose au progrès social. Ceux qui échouent, conformément aux critères d'Ayn Rand, regardent par-dessus leurs épaules pour trouver quelqu'un à blâmer. C'est, comme l'écrivait Ernst Bloch il y a près d'un siècle, une "escroquerie d'accomplissement": une communauté fautive et brutale qui se substitue

à une communauté véritablement humaine. Si le néolibéralisme accuse l'individu pour ses "échecs", le néofascisme met la faute sur le bouc émissaire.

Ce que promettent les néofascistes est en réalité loin de correspondre à une souveraineté économique structurée tant autour des États-nations qu'autour de la classe ouvrière. Leur rhétorique est caractérisée par un nationalisme économique, mais en fait leurs programmes politiques concrets se limitent à un nationalisme culturel. Ils sont obsédés par une homogénéité culturelle qui n'est qu'une fiction: une Europe sans minarets ni hijabs, une Inde sans musulmans, des États-Unis sans Mexicains. Le sentiment anti-immigrant est le véhicule politico-rhétorique par lequel ils expriment leur nationalisme. La question du commerce cesse d'être liée aux principes de l'échange et devient de plus en plus liée au racisme. Il y a peu de conversations sérieuses à propos du lien entre les taux accrus de la productivité en Occident, sous l'impulsion de la technologie, et les pertes d'emplois dont ils sont une des causes principales. Le commerce n'a joué qu'un rôle marginal dans l'hémorragie des emplois de "cols blancs". Une discussion économique sérieuse est laissée de côté alors que des solutions potentielles aux souffrances sont cachées par des slogans comme "Build the Wall" et des propositions d'interdire l'entrée de musulmans ("Muslim Ban") ou de bannir la viande boeuf ("Beef Ban"), la guerre contre "les trafiquants de drogue, les braqueurs et les paresseux"; des slogans d'une signification forte pour celles et ceux qui souffrent de leurs conséquences pratiques, par mais de faible signification pour la population qui souffre d'insécurité économique. C'est la cruauté du **néofascisme**, la forme politique dominante de notre époque.

Les descendants d'Ayn Rand, ceux qui croient qu'ils ont réussi, sont maintenant en charge et représentent une partie importante de Wall Street, de la Finanzplatz,

de Dalal Street, et dans la City de Londres. Les "réformes" fiscales de l'administration de Trump sont indicatives du favoritisme à l'égard des enfants d'Ayn Rand plutôt qu'aux populations dépossédées. Les riches sont à l'aise avec le néofascisme, même si un peu gênés par l'obscénité culturelle qui l'accompagne. La grève fiscale reste sacro-sainte. Tout comme la grève des investissements. Aucun de ces problèmes n'est menacé par le "nationalisme" des néofascistes qui se satisfont sans problème de s'en prendre aux plus vulnérables plutôt qu'aux classes propriétaires.

Les néofascistes n'ont aucune obligation de masquer leur belligérance, pour se cacher derrière des phrases telles qu'"interventionnisme humanitaire" ou "sécurité". Ils favorisent la violence et cherchent à l'utiliser par des doses allopathiques pour renforcer et préserver leur pouvoir. Les appels à la recolonisation vont de pair avec les appels au vol des ressources naturelles. Leurs guerres – internes et externes – sont la prophylaxie contre l'échec de leur fantasme de souveraineté culturelle. Ils ne peuvent pas traduire leur projet d'homogénéité culturelle dans le monde réel, et par conséquent ils intimident par la force brute celles et ceux qui sont perçus comme étrangers, comme des êtres humains inférieurs.



L'impérialisme



Quand l'impérialisme se sent faible, il a recours à la force brute.

—Hugo Chávez.

Ni le néolibéralisme ni le néofascisme ne sont capables de promouvoir un programme humaniste pour répondre aux contradictions produites par la mondialisation. Les gens sont présentés comme des objets jetables, et le bien-être commun est négligé. Nous faisons face à un monde misérable.

Il est important de dire directement que cette nouvelle l'architecture de production est maintenue par l'extorsion diplomatique et légale ainsi que l'intimidation militaire. Lorsque des pays ne sont pas d'accord avec les arrangements institutionnels qui profitent principalement à des multinationales établies dans le Nord, ou si des politiques mettant en cause la propriété des élites sont instaurées, la pleine force des médias dominants et de la hiérarchie militaire des pays du Nord est mobilisée. La pression internationale sur le Venezuela, la Corée du Nord et l'Iran. est une démonstration visible de l'**impérialisme**, à savoir le pouvoir extra-économique utilisé par des

Etats à notre époque du capitalisme hyper-monopolistique de sous-traitance.

Les États-Unis ont été depuis plus d'un demi-siècle et restent le principal gendarme de la structure impérialiste. Ils font la liaison entre les membres d'un réseau d'alliés qui contient d'un côté les pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), et d'autre part d'importants alliés régionaux tels que l'Arabie saoudite, l'Inde, et la Colombie. Les États-Unis, de même que leurs alliés européens, doivent essayer de maintenir une certaine cohésion au sein de cette grande alliance, malgré des contradictions insurmontables en son sein. Les États-Unis ont clairement fait comprendre qu'aucun rivaux contestant l'hégémonie présumée ne seraient tolérés, les principaux rivaux de notre temps étant la Chine et la Russie. Le Forum économique mondial estime qu'en 2017, les États-Unis avaient la plus grande économie dans le monde (18 billions de dollars, soit un peu plus de 24 % de la taille de l'économie mondiale), mais que la Chine était la deuxième plus grande économie (11 billions de dollars, soit 14,84 % de la taille de l'économie mondiale). Le FMI montre que l'économie chinoise a connu une croissance de 6,7 % en 2016, alors que celle de l'économie américaine fut beaucoup plus latente, à 1,6 %. Une étude de PricewaterhouseCooper affirme que la Chine sera la plus grande économie d'ici 2050. En d'autres termes, la Chine est sur le point de devenir la première économie du monde. En outre, le dynamisme de l'économie chinoise ne va plus être basé sur le travail à bas salaires, mais sur l'amélioration de la productivité grâce à la technologie. Le rapport de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle de 2016 a montré que l'année précédente, la Chine avait déposé le plus de demandes de brevets, deux fois le nombre de demandes déposées par des entités établies aux États-Unis. En 2015, la Chine a en fait déposé un

tiers des demandes de brevets au niveau mondial. Cela peut indiquer que la Chine pourra peut-être remettre en question la domination américano-occidentale de la stratégie globale d'accumulation par la sous-traitance et les outils de propriété intellectuelle.

Si ces rivaux, la Chine et la Russie, deviennent des pôles puissants, alors ils remettraient en cause les trois piliers du système de production désarticulée et accumulation mondiale du capital qui favorise actuellement l'Occident: la sous-traitance entre parties indépendantes, les droits de propriété intellectuelle et le recours à la violence par l'Occident pour atteindre ses propres fins. Il y a des signes discrets que ces trois piliers sont en effet remis en question. Les deux premiers le sont certainement, bien qu'il faille plusieurs décennies avant qu'ils ne puissent être totalement mis de côté. Le troisième pilier, le monopole sur la force, sera plus difficile à secouer. Les États-Unis, en 2016, ont dépensé dans l'armement plus que les huit autres plus gros dépensiers suivants additionnés (Chine, Russie, Arabie saoudite, Inde, France, Royaume-Uni, Japon et Allemagne). Avec 611,2 milliards de dollars, les États-Unis surpasse largement le deuxième pays qui dépense le plus, à savoir la Chine, qui n'a dépensé que 215,7 milliards de dollars en comparaison. L'augmentation du budget militaire américain, proposée par le président Donald Trump, constituera une somme supérieure à la dépense militaire totale de 69,2 milliards de dollars par le troisième pays, la Russie. Les États-Unis ont aussi une présence militaire massive, avec 800 bases réparties dans plus de soixante-dix pays différents. Le Royaume-Uni, la France et la Russie ont ensemble un total de 30 bases militaires à l'étranger. La Chine a une base militaire étrangère, à Djibouti, dans l'ombre d'une énorme base américaine dans le même pays. Les bases militaires de la Russie se trouvent principalement dans l'ex-Union soviétique (principalement dans l'Asie centrale), avec deux bases dans les bords de l'Asie (en Syrie et au Vietnam). Rien n'indique que ces puissances que

sont la Chine et la Russie seront en mesure de de contester la suprématie militaire américaine à un moment donné. Tout au plus, ils seront en mesure d'arrêter comportement agressif des États-Unis dans les opérations de changement de régime, comme en Syrie par exemple.

Malgré leur faiblesse militaire, ces pays ne peuvent pas être subordonnés facilement. Si trop de pression est mise sur eux, ils se fermeront sur eux-mêmes, ou alors chercheront à construire leurs propres réseaux d'accumulation en dehors des paramètres des institutions occidentales. La Chine a déjà commencé à mettre en place une structure de production et d'accumulation qui représenterait un danger pour le système de production délocalisée dont bénéficient les entreprises occidentales actuellement: des projets comme la nouvelle "Route de la Soie", les investissements en Afrique et les développements relatifs à la propriété intellectuelle, par exemple. Une pression excessive contre la Russie et la Chine pourrait pousser cette dernière à quitter progressivement le système bancaire occidental et d'arrêter sa dépendance envers les marchés occidentaux pour la vente de ses produits. La tâche complexe de l'impérialisme moderne réside dans le dilemme entre se montrer agressif face à ces rivaux tout en les empêchant de quitter l'orbite de l'Occident.

L'usage de la force militaire à des fins économiques est évident dans les cas de l'expansion de l'OTAN vers la Russie et de l'encercllement de la Chine. Ces affrontements sont observables à travers les conflits "chauds" en Ukraine et en Corée du Nord, et les conflits "froids", comme par exemple dans la mer de Chine du Sud⁵. Ni la Russie ni la Chine ne sont prêtes à faire des concessions économiques

⁵ Respectivement, "hot conflicts" et "cold conflicts", dans le document original en anglais.

à l'Occident. La Chine est l'épine dans le pied pour les États-Unis, notamment par rapport aux excédents commerciaux de la Chine. Le comportement de la Chine par comparaison au Japon est instructif. Dans les années 1980 et 1990, les excédents commerciaux du Japon représentaient aussi un danger du point de vue des États-Unis. Le gouvernement japonais a cédé à deux reprises aux pressions politiques américaines pour réévaluer le yen au profit du dollar (les Accords du Plaza de 1985 et le Reverse Plaza Accord de 1995). Lorsque le peuple japonais a élu en 2010 un gouvernement réformiste sur une promesse de supprimer la base militaire américaine à Okinawa, la secrétaire d'Etat des États-Unis, Hillary Clinton, est intervenue directement pour forcer le Premier ministre, Yukio Hatoyama, à démissionner. Cependant, il n'a pas été aussi facile de forcer la Chine à réévaluer sa monnaie ou permettre Washington de dicter le fonctionnement de son système politique. Il a donc été impératif de contester l'utilisation par la Chine des voies navigables et de menacer sa sécurité avec la présence bases militaires et les survols. Dans le même registre, il y a l'expansion de l'OTAN vers l'Est, en violation des accords entre les Soviétiques et les Allemands lors de la réunification allemande pour que les premiers acceptent que l'Allemagne unifiée rejoigne l'OTAN. Hans-Dietrich Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères avait alors dit à son homologue soviétique, Eduard Shevardnadze: "Nous sommes conscients des enjeux complexes que soulève l'intégration de l'Allemagne unifiée à l'OTAN. Pour nous, une chose est sûre: l'OTAN ne s'étendra pas vers l'Est."

Mais l'OTAN l'a fait néanmoins, et ce faisant a menacé directement la sécurité de la Russie, en utilisant une stratégie agressive de bouclier anti-missile. La crise ukrainienne est une conséquence évidente de l'expansion de l'OTAN Celle-ci n'est pas seulement pour protéger les pays le long du périmètre russe, mais pour s'assurer que ces pays restent dans les tentacules

d'un bloc politico-économique dominé par l'Occident plutôt que par la Russie ou la Chine. La force des armes est la main de fer dans le gant de velours de la mondialisation.

À l'abri du regard du public, les maîtres du monde, les États du G7, continuent leurs manigances en dépit de la crise financière mondiale. La marge de manœuvre politique en général est limitée par leur influence dans les institutions internationales, ce qui laisse des possibilités en matière de subventions pour ces pays riches, mais laisse peu de liberté d'action aux pays du Sud. La pression exercée sur les pays du Sud contre leurs besoins en matière de sécurité alimentaire est un exemple. Un autre exemple est l'Accord sur le commerce des services (TISA⁶) imposé par les États-Unis et l'Union européenne et leurs "très bons amis" (en anglais "Really Good Friends", un terme artistique étrange utilisé par les États-Unis et l'UE pour désigner le bloc qu'ils ont formé). La majorité de ces derniers sont des pays à revenu élevé, avec seulement deux États à faible revenu (le Pakistan et le Paraguay) ayant participé aux négociations. La TISA préconise la privatisation des services publics et le contrôle des données par les grandes entreprises en dehors des territoires où ces données sont collectées. L'objectif du programme TISA est de mettre de côté l'ancien projet de développement et de le remplacer par une stratégie de "commerce électronique" pour réduire la pauvreté. Selon un rapport de l'UBS, ce programme de "e-commerce", au lieu de mettre fin à la pauvreté, ne ferait qu'aggraver la situation. Avec le commerce électronique, les pays du Sud "seront confrontés à la menace de la quatrième révolution industrielle, compromettant les emplois peu qualifiés par une automatisation extrême, mais n'auront peut-être pas la capacité technologique

de profiter des gains relatifs qui pourraient être redistribués par une connectivité extrême”. Cela signifie que le colonialisme numérique donne à une poignée d’entreprises – Facebook, Amazon, Netflix et Google (FANG) – le pouvoir de fournir des services dans le monde entier, de recueillir des données et de réaliser des gains d’efficacité qui profiteront au capital mais auront un impact négatif sur les travailleurs et la société.

Aux côtés du TISA se trouve le régime commercial mis en place par l’Occident sur les deux rives de l’Eurasie – le Partenariat transatlantique pour le commerce et l’investissement (TTIP) pour l’Atlantique et l’Accord de partenariat transpacifique (TPP) pour le Pacifique. Le TTIP et le TPP lient un ensemble de pays aux réseaux occidentaux d’hégémonie commerciale et maintiennent les pays les plus faibles hors des réseaux de la Chine et de la Russie. Les deux ont été négociés en secret et, sans une fuite occasionnelle, l’ensemble du contenu de la discussion ne serait pas connu du public. Les lois nationales seraient mises de côté avant le TTIP et le TPP, et le Nord occidental établirait unilatéralement un programme pour les autres “partenaires” de ces traités. L’un des documents qui ont été divulgués donne à penser que les États-Unis exercent une “grande pression” sur les pays pour qu’ils parviennent à surmonter les divergences d’opinion sur les questions de propriété intellectuelle. Dans le débat sur l’investissement, l’un des documents montre que “les États-Unis n’ont fait preuve d’aucune souplesse dans leur proposition”. Le résultat de ces “négociations” est généralement une victoire pour l’Occident. La position dominante de l’Occident continue d’être écrasante. Ses règles continueront de subordonner les économies du Sud à l’avantage de l’Occident. Toute règle commerciale qui affaiblirait le régime de propriété intellectuelle dont profitent les grandes entreprises monopolistiques occidentales sera carrément rejetée par les dirigeants occidentaux. C’est

l’essence même de la pression impérialiste dans les discussions commerciales.

Le président américain Donald Trump a signé un accord exécutif pour démanteler le TPP. Voir le rejet du TPP par Trump comme un changement est une illusion. Le véritable enjeu du PPT n’est pas les règles commerciales en tant que telles, mais la Chine et même pas la Chine per se, mais l’émergence de rivaux qui pourraient réécrire les règles du commerce et créer de nouveaux réseaux pour la production et l’accumulation au niveau mondial. Le 5 octobre 2015, l’ancien président américain Barack Obama a déclaré : “Nous ne pouvons pas laisser des pays comme la Chine écrire les règles de l’économie mondiale”. Le PPT n’était pas l’essence du problème. C’était l’isolement de la Chine et la prévention de toute forme d’ingérence par un rival dans l’écriture des règles de l’ordre mondial. Trump a donné un ton beaucoup plus sévère, mais il dit en fait exactement la même chose. La Chine, un pays souverain avec la deuxième plus grande économie du monde, ne doit pas être autorisé à la table des négociations lorsque les “règles de l’économie mondiale” sont écrites.

L’impérialisme de notre période actuelle s’articule sur de deux axes. Tout d’abord, sur le plan institutionnel, les pays du Nord ont mis en place une série d’organisations, comme l’OMC (Organisation mondiale du commerce) qui représente le seul forum de discussion sur les enjeux du commerce et du développement. En même temps, le Nord a subordonné à son influence d’anciennes institutions, telles que l’ONU (Nations Unies), de sorte que celles-ci correspondent objectifs et projets des pays dominants, notamment par rapport à l’usage de la force. Deuxièmement, sur le plan *idéologique*, le bloc des pays du Nord s’est opposé à toute proposition

d'alternative à l'ensemble des programmes politiques connus sous le nom de néolibéralisme. La croissance tirée par le secteur privé au profit du secteur privé était considérée comme la seule voie logique pour le développement. Il s'agit donc du nouvel impérialisme – ce qu'on appelle des institutions mondialisées qui suivent la projet politique néolibéral alors même que les néofascistes se plaignent des menaces qui pèsent sur leur culture.



Dans les années 2000, le premier élément majeur d'opposition au nouvel impérialisme fit son apparition au niveau inter-étatique. En 2003, de nombreux États membres de l'ONU ont remis en question le désir américain d'étendre son activité militaire en Irak, et lors d'une réunion de l'OMC à Cancun les pays émergents ont bloqué le programme de propriété intellectuelle des pays du Nord. Ces deux développements, parmi d'autres, ont servi de base à l'émergence du projet des BRICS (Brésil-Russie – Chine – Inde – Afrique du Sud). Qu'était le bloc BRICS à ses débuts ? Ce n'était pas une plateforme anti-impérialiste. Un projet anti-impérialiste aurait exigé que le bloc BRICS s'attaque à l'impérialisme aux niveaux tant institutionnel qu'idéologique. Le groupe des BRICS n'était qu'un défi institutionnel à l'"unipolarité", une initiative par quelques grands États de façonner un monde multipolaire.

Le groupe BRICS a certainement tenté de mettre en place une nouvelle structure institutionnelle indépendante de celle dominée par le Nord: la Nouvelle Banque de développement par opposition à la Banque mondiale ; l'Accord sur la réserve pour contingence (Contingent Reserve Arrangement) comme alternative au Fonds monétaire international; la demande de sièges permanents pour les pays BRICS au Conseil de sécurité de l'ONU. Il y eut une proposition d'une agence de notation pour les

pays du Sud, pour contrer l'hégémonie de Fitch, Moody's et Standard & Poors. Il y a aussi eu l'idée d'autres monnaies pour dénommer le commerce interétatique. Moins convaincant, il y eut des discussions à propos d'un nouveau système de sécurité.

Mais le bloc BRICS, étant donnée la nature de ses classes dominantes (et en particulier avec l'ascendance actuelle de la droite au Brésil et en Inde) n'a pas d'alternative idéologique à l'impérialisme à proposer ou offrir. Les politiques intérieures adoptées par les États du BRICS peuvent être désignées comme *néolibérales avec des caractéristiques méridionales (du Sud)* – avec un accent sur les ventes de marchandises, les bas salaires des travailleurs et les excédents recyclés qui sont envoyés au Nord sous forme de crédit, malgré le fait que d'une part les moyens de subsistance de leurs propres citoyens (des pays du BRICS) sont menacés d'être complètement détruits, et d'autre part qu'ils ont développé de nouveaux marchés dans d'autres pays, souvent plus vulnérables, qui faisaient autrefois partie du bloc du tiers-monde. Au sein du BRICS, il y a peu de discussion ou volonté de défendre la souveraineté alimentaire, de créer des emplois décents, et de lutter contre le pouvoir des banquiers. En fait, les nouvelles institutions des BRICS seront rattachées au FMI et au dollar, à défaut d'alternatives viables pour le commerce et le développement. La Contingency Reserve Arrangement devra s'appuyer sur la surveillance du FMI et sur les accords conclus avec le FMI pour être capable mesurer ses propres prêts. Le dollar est omniprésent dans ces mécanismes. L'attraction aux marchés occidentaux continue de dominer le projet de croissance économique des pays du BRICS. Les besoins astronomiques de leurs propres populations sont ignorés lors des choix des programmes politiques.

Et enfin, le projet des BRICS est incapable de contrer la domination militaire des Etats-Unis et de l'OTAN. Quand l'ONU vote pour autoriser les "membres de prendre toutes les mesures nécessaires", comme dans le cas de la Résolution 1973 sur la Libye, elle donne essentiellement carte blanche au monde occidental d'agir par la force militaire. Aucune alternative régionale est en mesure d'intervenir par rapport à de tels décisions de l'ONU. Les interventions militaires russes en Crimée en 2014 et en Syrie en 2015 sont des indications que la domination militaire des États-Unis peut être légèrement affaiblie, mais pas contrée totalement. Les États-Unis sont une puissance mondiale avec des bases sur chaque continent et la capacité d'effectuer des attaques aériennes presque partout. Les mécanismes régionaux pour la paix et la résolution des conflits sont affaiblis par la présence mondiale de l'OTAN et de la machine de guerre des États-Unis. Une puissance militaire écrasante se traduit en pouvoir politique. Les BRICS ont peu de moyens, à l'heure actuelle, pour contester ce pouvoir.

Alliances russes et chinoises à travers l'Eurasie en matière de sécurité et d'économie ne sont pas des signes de la création d'un pôle alternatif à l'impérialisme occidental. Ce ne sont que des signes d'une position défensive contre la menace d'agression impérialiste, avec l'économie russe, sous le poids des sanctions, cherchant à se réfugier dans les excédents commerciaux chinois et, d'autre part, la prudence de la Chine confortée par la confiance de la Russie. Les exercices navals russo-chinois lors de l'impasse américano-coréenne de 2017 et l'entrée des forces russes en Asie occidentale, avec le soutien de la Chine, est un signe que la Russie ne va pas permettre une domination totale des Etats-Unis – comme cela a été le cas depuis 1991. Ce qu'ils veulent, c'est protéger leur souveraineté et la zone d'influence autour de leur territoire – et non pas concurrencer la puissance impérialiste américaine autour du globe.

Ce que nous avons plutôt qu'un conflit inter-impérialiste est un conflit inter-capitaliste, avec les pays du BRICS – principalement la Chine – cherchant à obtenir une part plus large du marché mondial et s'opposant à un bloc économique occidental affaibli.

Les tensions entre le programme nationaliste "America First" de Trump et l'ordre politico-économique qui s'appuie sur de vastes réservoirs de main-d'œuvre intégrés à l'orbite capitaliste depuis les années 1990 ont conduit la crise inter-capitaliste à prendre des dimensions inter-étatiques. Les fantasmes occidentaux de domination chinoise remontent au moins à une décennie, lorsque les excédents chinois (et d'autres pays) ont sauvé l'ordre financier occidental qui risquait l'effondrement. Mais ces fantasmes n'ont pas toujours été traduits de la rhétorique à la politique. Mais nous faisons face désormais à ce danger que cela soit mis en pratique. Le premier ministre chinois Xi Jinping l'a dit clairement lors de la réunion de Davos en 2017 : "Personne ne sortira vainqueur d'une guerre commerciale". Ce qu'il voulait dire, ce n'est pas simplement une guerre commerciale, mais un conflit interétatique avec des résultats déconcertants. Alors que les rivalités inter-capitalistes accélèrent, la possibilité de conflits interétatiques – et par la suite, de conflits inter-impérialistes – ne doit pas être sous-estimée.

L'impérialisme continue de structurer l'ordre mondial, mais plus sous la forme ni d'un colonialisme brut, ni du néocolonialisme du milieu du 20e siècle. Voici six contours de l'impérialisme du 21e siècle :

- (1) Maintenir le système de l'alliance, avec les États-Unis en tant que plaque tournante et leurs alliés secondaires (le Royaume-Uni, la

France, l'Allemagne, le Japon et d'autres) comme les postes stratégiques avancés. Sur le bord extérieur de ce système, on retrouve les alliés subsidiaires, comme la Colombie, l'Inde, Israël et l'Arabie saoudite. Ces alliés sont essentiels à la portée mondiale de la puissance américaine. N'importe quelle menace aux alliés sera rapidement réprimée par la pleine force de l'armée américaine et avec l'oléoduc ouvert de l'armée l'équipement et la formation en provenance de l'Atlantique à leurs alliés subsidiaires.

(2) Veiller à ce qu'aucune contestation de l'alliance ne puisse émerger. La fin de la Guerre froide a marqué la disparition de la principale menace à cette alliance, à savoir l'Union soviétique et ses satellites. Depuis lors, les États-Unis et ses alliés ont fait en sorte de supprimer toute contestation du système. La pression s'est accrue sur la Chine et la Russie par le biais de l'expansion de l'OTAN en Europe orientale et du renforcement des forces américaines dans la région du littoral du Pacifique. L'émergence de l'Amérique du Sud a dû être freinée, que ce soit par les coups d'État "classiques" (comme au Honduras) ou par les coups d'État postmodernes (comme au Brésil). BRICS, ALBA, ou toute autre soupe alphabétique qui veut créer une base de pouvoir alternative doit être détruite.

(3) S'assurer que la confiance en soi des États-Unis reste grande. Au cours de la première guerre du Golfe de 1990-91, le président américain G. H. W. Bush avait déclaré que le "syndrome du Vietnam" avait été vaincu. Les États-Unis se sentaient à nouveau suffisamment confiants d'agir en tant que grande puissance sur la scène mondiale – sans craindre d'exercer toute sa force. Les guerres par procuration des années 1980 pouvaient être mises de côté et oubliées. Les États-Unis pourraient désormais exercer une domination complète sur ses adversaires. Des appels en faveur d'un "nouveau

siècle américain" a émergé après la guerre des États-Unis contre l'Irak en 2003. Il y avait une crainte que le fiasco en Irak menacerait la confiance américaine. Il fallait écraser cette possibilité. Il était important de raviver à nouveau l'image que les États-Unis ont d'eux-mêmes comme *primus inter pares* – le premier parmi ses pairs, le "pouvoir indispensable" comme l'avait nommé la Secrétaire d'État Madeleine Albright. Les menaces contre l'Irak et la Corée du Nord sont des exemples concrets de ces fanfaronnades.

(4) Pour protéger la chaîne mondiale des marchandises, qui est la base de la production industrielle et dont les profits sont accaparés par des entreprises transnationales établies dans les pays du Nord. La délocalisation des sites de production et les lois de propriété intellectuelle permettent à ces entreprises d'avoir beaucoup plus de pouvoir tout au long de cette chaîne mondiale de marchandises que les organisations de travailleurs et les États-nations. Les puissances diplomatique et militaire que constituent le système d'alliance du Nord est utilisé contre les politiques de nationalisation et les biens intellectuels collectifs. Les mécanismes de sous-traitance de la discipline de travail permettent aux pays du Nord de maintenir des normes morales élevées alors qu'ils dépendent entièrement de conditions de travail brutales qui rendent les relations sociales toxiques.

(5) Garantir le passage en toute sécurité les matières premières extraites des puits et des mines, à des taux très inférieurs à ce qui pourrait être payé aux travailleurs et travailleuses qui s'occupent de cette extraction. Les pratiques inhumaines et néfastes pour l'environnement sont effectuées dans des forêts et des déserts

à l'abri des regards, où toute manifestation sera réprimée au nom d'une guerre imaginée, comme la "guerre contre la terreur" ou la "guerre contre la drogue". Tant les partenaires subsidiaires du Nord que les États émergents comptent sur les exportations de matières premières pour leurs programmes de croissance, ce qui permet au Nord de se laver les mains des horreurs qui existent dans l'obscurité, hors du contrôle direct des multinationales occidentales.

(6) Assurer la puissance financière du Nord global, que ce soit en protégeant la famille royale de l'Arabie Saoudite afin d'assurer les flux de pétrodollars vers les banques du Nord ou en veillant à ce que les dettes contractées par les pays pauvres soient intégralement remboursées. Lorsque la crise financière a frappé le monde atlantique (Amérique du Nord et Europe), le Nord a supplié les grands États d'Asie (la Chine, l'Inde et l'Indonésie) de fournir des liquidités au système. En échange, le Nord promet de supprimer son centre de pouvoir, le Groupe des Sept (G7), et de le remplacer par le Groupe des Vingt (G20). Après le rétablissement des banques, cette promesse a été oubliée. Le pouvoir financier devait être rétabli. C'était l'essentiel, le reste fut négligé.

The challenge from the BRICS has now largely been muted. This has a great deal to do with its own internal contradictions, the rise of the right to power in Brazil and India as well as the rightward drift in South Africa, and the lowered commodity prices that struck at the heart of the BRICS economic power. The BRICS have failed – for now – to rebalance the world order. It was left to two of its members – Russia and China – to produce a modest challenge to Western imperialism. Squeezed on the two flanks of Eurasia by military manoeuvres and by Western threats against Iran and North Korea as well as by sanctions on Russia for its

intervention in Crimea, the Russians and Chinese signed economic and commercial deals as well as military and strategic agreements. The economic and commercial ties – particularly for the sales of energy – remain, however, modest. Chinese and Russian naval manoeuvres off the coast of North Korea and the entry of Chinese warships into the Mediterranean near Russian ships are signals that they will not easily allow the West to use its force to fashion a world to its advantage. But these are defensive postures, not capable fully of rebalancing the world order let alone providing an alternative to this order. Whether they will be able to sustain their defensive attempt in this time of neofascism is hard to say: will Russian and Chinese aircrafts land in Tehran and Pyongyang to prevent regime change in these two borderline states of Eurasia?



Partie 2: L'auto-détermination.

La décomposition de l'agent de l'histoire



Général, votre char est un véhicule solide. Il détruit une forêt et écrase une centaine de personnes. Mais il n'a qu'un défaut : il a besoin d'un chauffeur.

—Bertolt Brecht, *A German War Primer*.

Que nous reste-t-il à faire ? Partout sur la planète, il y a de nombreux mouvements sociaux importants et impressionnants: les luttes ouvrières, pour la dignité, pour défendre le droit de bénéficier des ressources naturelles, pour défendre le droit de contrôler son

propre corps. Il s'agit des principales voies de résistance face aux puissants.

Pendant cent ans, les usines et les bureaux ont rassemblé un grand nombre de travailleurs dans un environnement dense de surveillance et de productivité. Le capital, motivé par sa soif inextinguible de profits, considérait la création d'énormes usines et bureaux comme avantageux, c'est-à-dire servant ses propres intérêts. L'échelle de production était en effet bénéfique au capital: en produisant des quantités énormes de marchandises, le capital pouvait faire baisser le prix des matières premières et saturer le marché par son volume. Les petites entreprises ont fait faillite. L'art d'exercer des métiers spécialisés disparurent progressivement, car les ouvriers prirent leur place dans des lignes de production sans fin, où ils dépensaient leur énergie sur des tâches de plus en plus petites qui, une fois mises en commun (en dehors du contrôle des ouvriers), créent des marchandises. Aucun ouvrier ne produisait toute la marchandise, mais tous les travailleurs, ensemble, se chargeaient de le faire. Cela a fait des travailleurs individuels "un appendice de la machine", comme l'écrivait Marx dans *Capital* (1867). Les exigences intellectuelles demandées des travailleurs ont diminué, et les artisans ont vu leur compétence remplacée par la chaîne de montage et les machines. La vie des travailleurs est devenue centrée autour de l'usine, et la classe ouvrière s'est retrouvée traînée, comme Marx l'a écrit, "sous les roues du Juggernaut du capital".

L'avantage dont bénéficiait le capital est vite devenu un inconvénient. Le regroupement d'un grand nombre de travailleurs dans une seule entreprise leur permis de communiquer entre eux. Des discussions sur leur problèmes communs et leurs causes furent donc possibles. C'est dans

ces conversations et ces actions que le mouvement syndical moderne s'est développé. Les usines en étaient le centre parce que les travailleurs y étaient concentrés en grande densité. Elles étaient aussi des pièges pour le capital: de l'argent y ayant été investi, la moindre seconde de production gaspillée se traduisait en pertes pour les patrons. Cela signifiait que si les travailleurs pouvaient faire la grève du travail, ils mettraient alors le capital sous pression. Au cours de cette période, en Grande-Bretagne par exemple, la majorité des travailleurs salariés n'étaient pas employée dans le secteur des usines; ils étaient employés comme dans le secteur des services domestiques. Mais les travailleurs de ce dernier secteur n'avaient pas l'avantage d'être dans une seule usine, où ils auraient pu s'organiser ensemble et où leur grève ferait pression sur le capital. Si un.e serviteur domestique protestait, on s'en débarrassait. C'était plus dur de se débarrasser de tout un personnel dans une usine. C'est pourquoi les usines sont devenues la plaque tournante du mouvement syndical, et c'est la raison pour laquelle les marxistes et les socialistes considéraient les syndicats comme les centre de l'avenir socialiste. Cela révèle également comment le sexisme d'une partie du mouvement syndical a été reproduite dans la stratégie du syndicalisme du secteur industriel : la majorité de la classe ouvrière, difficile à organiser parce que dispersée dans les maisons des propriétaires, se trouvaient à l'extérieur de la zone d'intervention et d'hégémonie des organisations ouvrières.

Vers le milieu du XXe siècle, cent ans après l'arrivée du mouvement syndical, le capital a eu recours à de nouvelles méthodes d'exploitation. Nous sommes alors entré, comme nous l'avons dit plus haut, dans l'ère de la production désarticulée. Les petites usines n'ont plus le même niveau de densité de travailleurs que les grandes. Lorsqu'une marchandise est produite dans différents pays, le capital est avantagé par rapport aux nations, et la nationalisation d'usines par un gouvernement populaire devient difficile, car seule une partie de la chaîne de production peut être nationalisée. La chaîne

de production de marchandises annule la stratégie de la nationalisation. La délocalisation de la production rend l'action des syndicats difficile, car le capital peut à présent menacer de fermer et relocaliser une usine s'il y a une grève. Par conséquent, les investissements du capital sont moins fixés géographiquement qu'auparavant. Les entreprises monopolistiques n'ont alors aucun remords à abandonner un collaborateur, puisque une grande partie de la production est sous-traitée dans toutes les régions du monde. En d'autres termes, les nouvelles techniques de production ont désavantagé le syndicalisme. C'est aussi dans ces nouvelles usines plus petites et dispersées que les ouvrières sont devenues une un groupe si crucial, elles ont été amenées à travailler pendant moins d'une décennie de leur vie, épuisées par l'accélération de l'activité dans les usines et renvoyées ensuite dans leurs vies rurales d'où elles viennent, des déchets du capitalisme contemporain.

Avec les travailleurs qui doivent parcourir de longues distances pour des emplois précaires, la journée de travail a été allongée de telle sorte que le temps de loisir est minime, voire inexistant, et par conséquent le temps nécessaire à la reproduction des remparts de la classe ouvrière et de la paysannerie a été rongé. Le temps des trajets quotidiens a volé une partie du temps qui était dédié à la communauté et à la solidarité. La vie sociale a été effilochée car le temps a été volé non seulement par des employeurs. mais par la structure de l'insécurité et du travail à temps partiel. On consacre souvent plus de temps à la recherche d'un emploi qu'au travail lui-même.

De plus, la *culture du syndicalisme* a été endommagée par la *culture des marchandises*. Les gens ont été de plus en plus convertis par des médias, l'industrie de la publicité et les institutions de l'éducation,

de travailleurs en des consommateurs. Cette nouvelle identité ne doit pas être ne doit pas, selon cette idéologie, être définie par rapport au milieu de travail, mais par rapport aux habitudes de consommation. Les centres commerciaux et les publicités incitent les gens de différentes classes sociales à s'imaginer comme quelqu'un d'autre.

Si ce n'est pas des centres commerciaux, alors des salles religieuses (temples, mosquées, églises) sont redevenus des salves pour les travailleurs informels déplacés, dont les corps battus et la conscience sont maintenant rachetés par le salut promis par les prédicateurs de différentes religions. Le pentecôtisme en Amérique latine, le christianisme protestant en Chine, etc. ont fait sentir leur présence avec acharnement là où la culture syndicale et socialiste avait été importante dans le passé. Les communautés sont créées autour du désir des marchandises et de la foi. Celles-ci sont devenues plus attrayantes dans de nombreux milieux que la culture de l'union et des sociétés socialistes.

Si ce n'est pas des centres commerciaux, alors des salles religieuses – temples, mosquées, églises – sont devenues une fois de plus des pommades pour les travailleurs informels déplacés, dont les coups ont été les corps et la conscience sont maintenant rachetés à travers le salut promis par les prédicateurs de différentes religions. croyances religieuses. Le pentecôtisme en Amérique latine, protestant Le christianisme en Chine et ainsi de suite ont obstinément fait leur présence s'est fait sentir là où la culture syndicale et socialiste qui se tenait jadis au pouvoir. Les communautés sont créées autour de le désir de marchandises et autour de la foi. Elles sont devenues plus attrayantes dans bien des milieux que les culture de solidarité, des syndicats et des sociétés socialistes.

Le syndicalisme, dans ce contexte, est présenté comme anachronique. Il est dépeint dans le discours dominant comme faisant partie de la société du passé,

et ses slogans sont dépeints comme un souvenir de l'époque où il n'y avait pas de centres commerciaux et de publicités. Mais ce n'est pas tout, puisque même des sentiments plus généraux d'unité, tels que le nationalisme et le patriotisme, ont été altérés. Ils sont devenus de simples modes de vie, et non pas des attributs culturels significatifs. On peut prétendre à être nationaliste sans aucun engagement aux gens qui composent la nation. La version dure du nationalisme ne traite pas bien la dissidence. Les étudiant.e.s, journalistes, travailleurs.euses, paysan.ne.s, femmes – quiconque veut suggérer qu'il y a les problèmes liés au "consensus" national est perçu comme étranger à la nation. Le "nationalisme" qui est acceptable est une forme haineuse et irréfléchie de cohésion sociale qui ne nécessite pas de construire une nouvelle société, mais repose plutôt sur la violence.

Le chômage structurel et l'élargissement du secteur informel ont transféré les griefs hors du lieu de travail et dans les rues. La vie et survie dans les rues font émerger des activités qui pourraient être considérées comme illégales, que ce soit dans le commerce de la drogue, du sexe, des armes ou même le troc. L'existence de ces activités fournit à l'État une excuse pour entrer en guerre contre la population. La nature de l'État devient alors centrée sur la sécurité plutôt que le bien-être social de la collectivité, et donc de criminaliser et discipliner la population plutôt que d'en prendre soin. Les idéologies qui plaident en faveur d'un État plus petit (comme le néolibéralisme) n'ont aucun problème avec un appareil d'état élargi au nom de la sécurité. Tom Clausen de la Bank of America représente un exemple de cette approche: "Quand les gens sont désespérés, il y a des révolutions. C'est évidemment dans notre propre intérêt personnel de faire en sorte que cela ne se passe pas. Il garder le patient en vie, parce

que sinon on ne peut pas créer le remède”. Pour éviter que la situation aboutisse à une révolution, il n’y a que deux chemins ouverts à l’élite: des concessions pour éviter les pires effets de la politique néolibérale (ce qui correspond au libéralisme) ou des mesures de sécurité brutales pour écraser l’esprit de révolte (ce qui correspond au fascisme). Mais, en réalité, à notre époque, une seule voie s’ouvre lorsque le néolibéralisme et le néofascisme trouvent un terrain d’accord et de coopération, à savoir, envoyer la police anti-émeute dans les rues. Le fossé se rétrécit entre la force du “libre-échange” et de l’”intervention humanitaire”, entre les chaînes mondiales de marchandises qui s’étendent dans le monde et les guerres de changement de régime qui brisent des États et créent le chaos. La force est, comme l’écrivait Marx en 1867, “elle-même une puissance économique”.



La recomposition de l'agent de l'histoire



*Nos tienen miedo porque no tenemos miedo.
Ils ont peur de nous parce que nous n'avons
pas peur d'eux.*

—Berta Cáceres.

Que fait le mouvement de gauche dans le contexte actuel, avec la *désarticulation de la production*, la culture du consumérisme et la montée de l'*État sécuritaire*? Il n’y a pas de réponses faciles, mais il y a des enjeux fondamentaux. Il ne peut y avoir de renouveau complet du pouvoir syndical sans un renouveau de la *culture des travailleurs(es)*. Ce retour est aussi impossible sans prendre en compte la *désarticulation de la production*, et le besoin par conséquent de construire le pouvoir des travailleurs(es) où ceux et celles-ci vivent lorsqu’il est impossible de le faire là où ils travaillent. Le but est de construire le pouvoir des travailleurs en général, et pas seulement des ouvriers des usines.

De grands changements sociaux et économiques sont en train d'émerger et vont attiser de la frustration et de la colère au sein des travailleurs. C'est le rôle des sentinelles des travailleurs, à savoir les syndicats et les partis, d'être préparés lorsque de telles vagues d'agitation apparaissent, c'est-à-dire lorsque les conditions objectives de la détresse conduisent à une éruption subjective de la protestation. Pour c'est pourquoi, la recomposition de la classe ouvrière et de la paysannerie est essentielle.

La promesse du syndicalisme, c'est de construire le pouvoir des travailleurs. Construire le pouvoir des travailleurs ne signifie pas seulement créer des syndicats sur le lieu de travail, notamment dans les usines et dans les champs. Il ne fait aucun doute qu'il reste important d'organiser les travailleurs à travers des syndicats. Mais de nouveaux moyens et tactiques créatifs d'organisation des travailleurs(es) sont requis, car ces anciennes méthodes sont confrontées à des difficultés dans plusieurs secteurs, dont notamment les zones de production destinées à l'exportation et le travail domestique. Par exemple, certaines des activités d'organisation politiques les plus dynamiques dans le monde se sont déroulées dans les lieux où vivent les travailleurs, alors qu'ils luttent pour survivre à la hausse des prix des produits essentiels, dont l'eau, et pour créer des espaces de sécurité pour leurs familles. De telles luttes, qui prennent place autour d'espaces comme l'eau et les espaces publics, ont galvanisé les travailleurs et les paysans autour des notions de "communauté" ou de "voisinage", des termes qui n'ont pas une connotation de classe dans le sens superficiel, mais dont le caractère de classe est perceptible si les observe dans une perspective matérialiste. Après tout, la "communauté" que les travailleurs de Cochabamba (Bolivie), organisée par les syndicalistes, ont défendue pendant les "guerres de l'eau" n'était pas une abstraction, mais la communauté concrète des travailleurs dont la vie était déchirée par la privatisation. Ils savaient que leur communauté était un fait tangible dans leur vie,

la solidarité qu'ils ressentent à l'égard de l'autre, nécessaire pour lutter contre la privatisation de l'eau et l'accès à l'eau potable et des liens sociaux auxquels ils devaient s'attacher et qu'ils devaient reconstruire pour survivre dans les luttes prolongées qui les attendaient.

Plusieurs exemples ont montré l'efficacité d'organiser les mouvements des travailleurs et paysans à partir et dans les endroits où ceux-ci vivent. On peut mentionner le mouvement Abahlali baseMjondolo (AbM ou les habitants de bidonvilles) en Afrique du Sud, le Movement dos Trabalhadores Sem Terra au Brésil (MST, le mouvement des travailleurs sans-terre), ainsi que deux organisations appartenant au mouvement communiste indien, la Fédération démocratique de la jeunesse d'Inde (Democratic Youth Federation of India, DYFI) et l'Association démocratique des femmes d'Inde (All-India Democratic Women's Association, AIDWA). Les bidonvilles sont les maisons des travailleurs et des paysans de notre temps. Il s'agit de zones encombrées, avec un soutien minimal de la part de l'État. L'agence ONU-Habitat estime qu'un quart de la population mondiale vit dans des bidonvilles. Dans certaines villes dans les pays du Sud, la moitié de la population vit dans des bidonvilles, où il n'y a pas assez d'abris, un manque de propreté l'eau, un assainissement insuffisant et peu ou pas de soins d'établissements de santé et d'enseignement. Les chiffres des agences internationales semblent être des sous-estimations. Par exemple, le bidonville de Khayelitsha au Cap (Afrique du Sud) est considéré comme ont 400 000 habitants, bien que ceux qui travaillent dans le bidonville disent que la population réelle est au moins trois fois ce nombre. À Dharavi à Mumbai (Inde), il y a entre 1 million et 1,5 millions de personnes, tandis que celle de Ciudad Neza, à Mexico (Mexique) abrite un million de personnes. Le plus grand bidonville du

monde serait Orangi, à Karachi (Pakistan), qui abrite plus de 2,5 millions de personnes. Des travailleurs du secteur informel vivent dans ces bidonvilles; ils représentent dans certains pays près de la totalité de la main d'oeuvre du pays (le secteur informel en Inde, par exemple, représente 90 % de la main-d'oeuvre). Ces populations de travailleurs sont en dehors des règles sociales de la politique du travail menée par l'Etat et souvent également en dehors du réseau des syndicats.

La richesse sociale n'arrive pas jusqu'à ces endroits. Le bon côté de l'État y est largement absent. Par conséquent, les populations de ces zones s'appuient sur a) leur propre ingéniosité et leur propre organisation ; b) les marchés produits par des gangsters, ainsi que des ordres religieux et des ONG ; (c) le travail essentiel et invisible des femmes parmi ces populations de travailleurs, dont les efforts pour maintenir l'intégrité de leurs familles sont élémentaires à la reproduction sociale. Le premier élément mentionné (a) démontre la possibilité du socialisme. C'est dans cet espace social que l'on voit se former des coopératives et de groupes d'entraide par et pour la classe des travailleurs. Le deuxième (b) est le défi le plus important, puisqu'il s'agit de l'espace social que les organisations religieuses et la mafia exploitent et où ils creusent leurs propres tentacules au plus profond de la vie de la classe ouvrière. Ces éléments, y compris les ONG (organisations non-gouvernementales), constituent un obstacle structurel à la croissance de la gauche. Mais la gauche a compris qu'elle ne se développera pas simplement en défiant ces entités de manière frontale. Les expériences vécues dans les pays du Sud nous ont montré que la gauche devra prouver par son travail dans l'arène de la reproduction sociale que c'est en effet une meilleure alternative à la religion et à la charité ainsi que la mafia. Des organisations de gauche travaillent déjà à la création de plates-formes pour aider la classe ouvrière dans ses luttes pour l'eau et l'électricité, le logement et les services de rue, les écoles et les soins de santé – tout en travaillant aux côtés de la classe ouvrière

alors qu'elle commence à fournir ces services de façon relativement souple et autonome. C'est une activité dangereuse. Cela veut justement dire se confronter aux gangs, groupes religieux et ONG, qui ont tous des intérêts clairs à défendre. En même temps, l'intervention de la gauche dans ces espaces de la société contribue à socialiser le travail de reproduction sociale effectué en grande partie par des femmes, et en privé. Beaucoup de travail devra être fait pour construire les institutions de reproduction sociale parmi les travailleurs et les paysans, et les intellectuels auront la lourde tâche d'étudier ces initiatives, d'écrire à leur sujet pour les partager dans différents contextes et pour échanger les meilleures pratiques et résultats qui ont été obtenus à partir de ce dynamisme populaire.

De plus, le pouvoir de la classe ouvrière, à notre époque, est en train de se (re)construire avec beaucoup d'énergie en s'opposant contre les clivages sociaux et hiérarchies de genre, religieuses et autres types de relations hiérarchiques et de domination. Pendant une partie du 20^{ème} siècle, les marxistes s'inquiétaient souvent de ce que ces clivages de la hiérarchie sociale pourraient menacer l'unité de la classe ouvrière ; en fait, ces divisions au sein de la société ont déjà brisé l'unité (et le faisaient à l'époque également) et le fait de négliger ces questions ne fait qu'exacerber la désunion et la méfiance des travailleurs. La *lutte pour la dignité* des travailleurs et des paysans n'est pas quelque chose qui se situe en dehors de la lutte politique des classes sociales. C'est précisément l'essence même d'une politique de classe qui veut nous libérer de l'oppression et de l'exploitation et revendiquer le potentiel positif des sociétés humaines. Les travailleurs et les paysans ne peuvent être forts politiquement que s'ils sont unis. 180 millions de travailleurs en Inde, regroupés autour du mouvement syndical, ont déclenché

une grève en septembre 2016. Parmi les enjeux de cette mobilisation, il y avait des questions politiques de division sociale, et notamment la division entre les travailleurs syndiqués du secteur formel et les travailleurs non syndiqués du secteur informel (parmi lesquels une grande quantité de femmes, comme les travailleuses de la santé publique ou de l'éducation de la petite enfance). Ces travailleurs et travailleuses ont démontré qu'un élément central de la lutte des ouvriers et paysans est le combat contre les hiérarchies sociales, le sectarisme religieux et la misogynie.

Une contrainte majeure à la construction du pouvoir des travailleurs a été la culture dominante et bourgeoise de marchandisation, dans laquelle les individus sont définis comme des consommateurs. Sous l'influence des médias privés et de la publicité, l'idéologie dominante a transformé des notions comme l'histoire ou la collectivité: en plus de la marchandisation intégrale de la condition humaine, l'histoire est sensée représenter uniquement un ensemble d'actions et d'interventions par des individus, en supprimant ainsi l'ensemble des luttes collectives menées par les classes populaires au fil du temps. Ces idées sont profondément inscrites dans les médias et dans le discours académique, où l'on a tendance à hésiter à prendre en compte l'importance de l'action collective populaire et, dans le même registre, où règne le sentiment que la transformation radicale de la société n'est ni souhaitable, ni même possible. Cela implique la nécessité d'une lutte culturelle pour enrichir les explications l'histoire de gauche, pour souligner et mettre en valeur la contribution fondamentale des ouvriers et paysans au cours de l'histoire mondiale. Les jeunes générations ne sont souvent pas conscientes de cette histoire de luttes sociales et de la gauche. La lutte pour introduire l'histoire de la gauche, des travailleurs et des paysans dans l'imagination de la jeunesse est essentielle, et non tangentielle, à toute lutte pour reconstruire la force politique de la gauche. Les intellectuels sympathisants devront établir des liens

avec les mouvements populaires pour contribuer à la mise en œuvre de ce programme.

En d'autres termes, les idées et le débat intellectuel font partie intégrante des mouvements orientés vers un avenir meilleur. Par exemple, le régime culturel dirigé par des groupes médiatiques privés diffuse le message que l'Occident est bienveillant lorsqu'il bombarde des pays et leurs impose des politiques commerciales qui détruisent leur agriculture. Lorsque les États-Unis tuent des personnes en Afghanistan ou en Somalie, l'évènement est décrit comme un accident, alors que quand il s'agit du meurtre d'un citoyen par un gouvernement décrit comme problématique, ce genre de tragédie est perçu comme une caractéristique fondamentale et inhérente au pays ou à la civilisation en question. Lorsque des pratiques commerciales imposées par l'Occident sont les causes de la destruction de la production du coton au Mali, les médias le décrivent comme un effet des lois de la nature; à l'inverse, lorsqu'un pays décrit comme problématique par ces mêmes médias commet une erreur dans ces choix économiques, on attribue cela à l'infériorité et la défaillance d'un modèle économique raté. Le contrôle de l'histoire est un problème, mais le contrôle des représentations médiatiques du présent en est une autre. Un média d'entreprise étroit et sclérosé – qu'il s'agisse de CNN International ou de Globo – est saturé d'un cadre idéologique qui considère les guerres de changement de régime menées par les Occidentaux comme acceptables et les politiques commerciales menées par les Occidentaux comme inévitables. Il est crucial de lutter contre le contrôle institutionnel de ces médias et leur cadre idéologique, ainsi que de fournir des réseaux alternatifs pour le trafic d'informations.

Quelle est la tâche de l'intellectuel socialiste à côté du travail accompli par les organes politiques des

mouvements sociaux du peuple ? Dans une période antérieure, il était considéré comme relativement logique que les intellectuels socialistes tirent des leçons des mouvements sociaux, en évaluant les alternatives qu'ils proposaient et en construisant à partir de ces observations des théories pour le futur. Cette position de l'intellectuel socialiste n'est plus évidente ou complètement pertinente aujourd'hui. Beaucoup d'intellectuels socialistes, pour diverses raisons, se trouvent à l'écart des mouvements. Les raisons en sont multiples : l'embourgeoisement de la classe intellectuelle (les intellectuels des médias et de l'académie), la décomposition des mouvements et l'adoption de l'idée qu'un changement majeur n'est tout simplement pas possible et l'embarras dans l'ère postmoderne de prendre fermement position pour des valeurs considérées comme non fondées et contingentes. Néanmoins, des millions d'intellectuels dans le monde n'ont pas été touchés par ces développements, mais continuent d'entretenir des liens étroits avec les mouvements et de jouer un rôle essentiel avec eux. L'une des tâches de Tricontinental : Institute for Social Research est de rassembler ces intellectuels au-delà des frontières nationales et d'inspirer par leur travail – d'autres à se joindre à des projets qui se font en étroite association avec des mouvements sociaux et politiques à des fins émancipatrices.

Si nous regardons de plus près nos mouvements, nous pouvons relever les différents enjeux du combat politique qui nous intéresse: une politique macro-économique sous contrôle démocratique, des salaires sociaux, la construction d'infrastructures pour répondre aux besoins de la population, briser le cercle vicieux de la grève fiscale des entreprises et de l'élite, convertir les banques d'entités privées en services publics, assurer un gagne-pain à tout le monde et le logement pour tous. Ce sont les éléments d'un avenir meilleur. C'est aux intellectuels de prendre ces idées et de promouvoir des débats à leur sujet. Il est important

de créer et maintenir un cadre intellectuel orienté vers un ordre social, culturel, économique et politique alternatif et basé sur l'expérience des mouvements eux-mêmes. Il importe également de récupérer deux idées qui ont été érodées par l'assaut de l'idéologie bourgeoise: les idées socialistes de l'humain et de l'avenir.

La culture des marchandises et l'idée que les gens sont des consommateurs ont endommagé la notion de l'humain. Les socialistes boliviens ont recherché dans leurs propres traditions pour élaborer un vocabulaire pour parler du caractère humain, d'une société humaine qui n'est pas subsumée par les normes sociales capitalistes. David Choquehuanca, secrétaire exécutif de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de nos Amériques (ALBA), parle de Qhapag ñan, la voie du bien vivre, avec la nécessité de créer non pas des consommateurs et des propriétaires, mais iyambae, une personne sans propriétaire. Être une personne sans propriétaire est, comme le dit Choquehuanca, "l'avenir, le chemin des gens qui cherchent une vie meilleure". De tels efforts pour raviver l'idée de l'humain et de la vie en commun de la communauté humaine, exigent beaucoup d'efforts, efforts déjà visibles dans les mouvements de masse qui luttent contre la réduction de la prise de décision humaine à la logique du livre de comptes en partie double.

En tant qu'intellectuels socialistes, il est important que nous récupérions l'idée même que le présent n'est pas éternel et qu'une transformation est possible. La possibilité d'une telle transformation n'est rien d'autre que l'idée de l'avenir. Il n'y a pas de débat entre nous sur l'existence d'un passé et d'un présent. Ce sont des termes qui vont de soi. Mais il y a un débat sur l'avenir. Nous savons que demain viendra, puis après-demain, puis le mois prochain et enfin l'année prochaine. Mais il s'agit d'un temps

purement séquentiel – comme le présent qui s'étend vers l'extérieur. Mais ce n'est pas l'idée de l'avenir. S'il y a une idée de l'avenir dans le "sens commun", elle a été saisie par la technologie: la technologie, et non l'être humain, est devenue l'idée de l'avenir. On imagine à notre époque que de nouvelles percées technologiques pourront résoudre nos crises sociales – de nouvelles technologies vertes pour nous libérer du changement climatique, de nouvelles technologies numériques et nanotechnologies pour nous libérer de la stagnation économique. Le déterminisme technologique a fait en sorte que les problèmes qui traversent les rêves de milliards de personnes n'ont pas de barrières sociales ou politiques ; ils sont entièrement techniques. C'est une conception simpliste de l'histoire et de l'avenir. Certes, certains développements technologiques seront essentiels pour un monde meilleur, mais la technologie elle-même ne façonnera pas l'histoire. Les anciennes hiérarchies héritées de la richesse et du pouvoir devront être confrontées avant que ces percées technologiques n'aient un impact social positif et ne se contentent pas de fournir de plus en plus de richesse et de pouvoir à ceux qui sont au sommet des hiérarchies héritées.

Une notion optimiste de l'avenir implique d'être ouverts à l'idée que le présent ne sera pas éternel. Des transformations sont possibles, de nouvelles solutions pour les problèmes actuels sont nécessaires, de nouveaux horizons doivent être construits. Ces solutions viendront de des gens qui savent – au fond d'eux-mêmes – que la l'organisation sociale de notre société est inadéquate à nos espoirs et à nos rêves. Nos mouvements nous donnent un indicateur de ces horizons. Nous devons faire en sorte que nos sciences sociales ne soient pas engluées dans le cynisme de l'impossible.

La bestialité organisée de notre temps, avec le refus de fournir aux gens la nourriture dont ils ont besoin et la vente effrénée d'armes à des nations qui ne disposent que de maigres ressources publiques, ne sont guère condamnées de façon significative. Le cynisme et le nihilisme sont à l'ordre du jour. Cela ouvre la porte à une attitude blasée à l'égard de l'idée d'humanité, de l'effort nécessaire pour produire la liberté humaine. Toutes les traditions connues de l'humanité semblent être gravement menacées. Des concepts tels que la démocratie, la paix et la culture ont été usés et menacent de disparaître. Ils signifient si peu, souvent une coquille fragile des idées puissantes qu'ils pourraient devenir. Il est clair pour nous que quelque chose dans notre monde est en train de mourir. Ce qui n'est pas si clair, c'est ce qui est en train de naître pour remplacer l'ordre ancien.

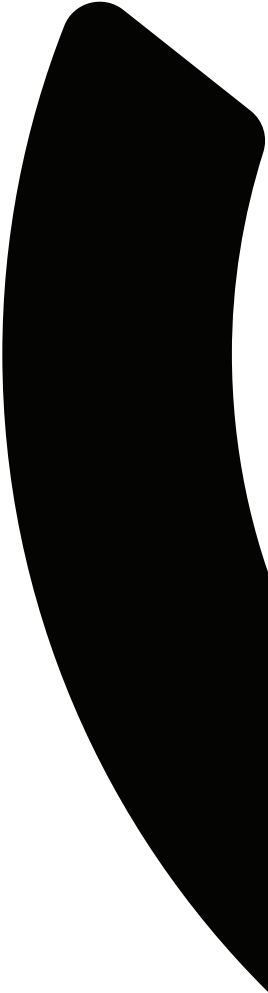

Trente millions de personnes sont actuellement au seuil de la famine. Ils aimeraient s'enfuir vers la nourriture et loin de la sécheresse, des incendies de forêt et de la guerre. Pressé entre la fin des moyens d'existence et le refus d'autoriser la migration, les pauvres de notre monde subissent une punition pour un crime qui leur est inconnu. Qu'ont-ils fait pour mériter leur sort ? Pourquoi sont-ils punis alors qu'ils n'ont pas commis de crime ?



Vijay Prashad est le directeur exécutif du Tricontinental : Institut de recherche sociale. Il est l'auteur de vingt-cinq livres et l'éditeur de vingt autres livres. Parmi ces livres, il y a *The Poorer Nations : A Possible History of the Global South* et de *Darker Nations : A People's History of the Third World*. Il écrit régulièrement pour *Frontline* et *The Hindu* (Inde), *Alternet* (États-Unis) et *BirGün* (Turquie). Il est rédacteur en chef de *LeftWord Books* (New Delhi).

Bibliographic

- Annette Alstadsaeter, Niels Johannesen and Gabriel Zucman, 'Who Owns the Wealth in Tax Havens? Macro Evidence and Implications for Global Inequality' (National Bureau of Economic Research, 2017).
- African Development Bank, *African Development Report 2015 – Growth, Poverty and Inequality Nexus: Overcoming Barriers to Sustainable Development* (African Development Bank, 2016).
- Christina Scharff, 'The Psychic Life of Neoliberalism: Mapping the Contours of Entrepreneurial Subjectivity', *Theory, Culture and Society* (2015).
- Corina Rodríguez Enríquez, 'Economía feminista y economía del cuidado', *Nueva Sociedad* (2015).
- Daniel Hoornweg and Perinaz Bhada-Tata, *What a Waste. A Global Review of Solid Waste Management* (World Bank, 2012).
- Deborah James, 'Twelve Reasons to Oppose Rules on Digital Commerce in the WTO' (CEPR, 2017).
- Elisabeth Armstrong, *Gender and Globalisation: The All-India Democratic Women's Association and Globalisation Politics* (Tulika, 2013).
- Global Financial Integrity, *Illicit Financial Flows to and from Developing Countries: 2005-2014*, (Global Financial Integrity, 2017).
- John Smith, *Imperialism in the Twenty-First Century: Globalisation, Super-Exploitation and Capitalism's Final Crisis* (Monthly Review, 2016).
- Junot Diaz, 'Apocalypse', *Boston Review*, 2011.
- Jorge Máttar y Luis Mauricio Cuervo, eds., *Planificación para el desarrollo en América Latina y el Caribe: Enfoques, experiencias y perspectivas* (CEPAL, 2016).
- Jürgen Weller, ed., *Brechas y transformaciones. La evolución del empleo agropecuario en América Latina* (CEPAL, 2016).
- Melissa Wright, *Disposable Women and Other Myths of Global Capitalism* (Routledge, 2006).
- Michihiko Hachiya, *Hiroshima Diary* (University of North Carolina Press, 1995).
- Omar Dahi and Firat Demir, *South-South Trade and Finance in the Twenty-first Century: Rise of the South or the Second Great Divergence* (Anthem, 2016).
- Prabir Purkayastha, 'Net Neutrality in the Age of Internet Monopolies', *The Marxist* (2015).
- Spotlight on Sustainable Development 2017: Reclaiming Policies for the Public (Civil Society Reflection Group, 2017).
- *Strongmen: Trump-Modi-Erdogan-Duterte*, edited by Vijay Prashad (LeftWord, 2018).
- *The Economic Value of Peace 2016* (Institute for Economics and Peace, 2016).
- *The Long View: How will the global economic order change by 2050?* (PricewaterhouseCoopers, 2017).
- UNCTAD, *Trade and Development Report* (UNCTAD, 2017).
- UNCTAD, *World Investment Report* (UNCTAD, 2017).
- UNICEF, *The State of the World's Children 2016: A Fair Chance for Every Child* (UNICEF, 2016).
- Utsa Patnaik and Prabhat Patnaik, *A Theory of Imperialism* (Tulika, 2016).
- Vijay Prashad, *The Poorer Nations: A Possible History of the Global South* (Verso, 2013).
- Vijay Prashad, *No Free Left: the Futures of Indian Communism* (LeftWord, 2015).
- Wendy Wolford, *This Land is Ours Now: Social Mobilisation and the Meaning of Land in Brazil* (Duke, 2010).
- *World Intellectual Property Indicators - 2016* (World Intellectual Property Organisation, 2016).



L'Institut Tricontinental de Recherche Sociale est une institution soutenue par des organisations militantes et dont l'objectif est de stimuler le débat intellectuel au service des aspirations populaires.

Tricontinental: Institute for Social Research is an international, movement-driven institution focused on stimulating intellectual debate that serves people's aspirations.

the **trico**ntinental.org